

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

19 MARS 1999

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 150 de la Constitution

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION
ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS (1)

PAR MM. Paul TANT
ET Olivier MAINGAIN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de révision de la Constitution au cours de ses réunions des 2 et 9 février et 9 mars 1999.

I. — PROCÉDURE

1. Lors de la réunion du 2 février 1999, MM. Delathouwer et Maingain ainsi que MM. Laeremans et De Man sont proposés comme rapporteurs. Par 10 voix contre une, la commission désigne MM. Delathouwer et Maingain.

Lors de la réunion du 9 mars 1999, suite à un empêchement de M. Delathouwer, MM. Tant et Laeremans sont proposés en remplacement de celui-ci.

(1) Composition de la commission : voir p. 2

Voir :

- 1936 - 98 / 99 :

— N° 1 : Proposition de M. De Clerck et consorts.

Voir aussi :

— N° 3 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

19 MAART 1999

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 150 van de Grondwet

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE
HERVORMING VAN DE INSTELLINGEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN Paul TANT
EN Olivier MAINGAIN

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit voorstel tot herziening van de Grondwet besproken tijdens haar vergaderingen van 2 en 9 februari en 9 maart 1999.

I. — PROCEDURE

1. Op de vergadering van 2 februari 1999 worden de heren Delathouwer en Maingain, alsmede de heren Laeremans en De Man voorgedragen als rapporteurs. Met 10 stemmen tegen 1 wijst de commissie de heren Delathouwer en Maingain aan.

Tijdens de vergadering van 9 maart 1999 worden de heren Tant en Laeremans, ingevolge verhindering van de heer Delathouwer, voorgedragen om hem te

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 1936 - 98 / 99 :

— N° 1 : Voorstel van de heer De Clerck c.s.

Zie ook :

— N° 3 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

Par 9 voix contre une, la commission désigne M. Tant.

2. *M. Annemans*, lors de la réunion du 2 février 1999, demande de recueillir l'avis du Conseil d'État sur cette proposition de révision de la Constitution. À l'objection que l'on pourrait soulever selon laquelle le Conseil d'État n'est pas compétent pour donner un avis sur le texte d'une proposition de révision de la Constitution, l'orateur considère qu'il y a lieu néanmoins de demander son avis et/ou celui de la Cour d'Arbitrage vu les implications et les interférences que cette révision a avec d'autres dispositions constitutionnelles — comme l'article 11 — et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le président fait remarquer qu'ainsi que l'intervenant l'a lui-même affirmé, une telle demande de consultation du Conseil d'État ne peut juridiquement être rencontrée.

3. Lors de la même réunion, *M. Annemans* fait observer que la présente proposition résulte d'une nouvelle procédure parlementaire. Le débat politique préparatoire n'a pas été accompli au sein d'une commission parlementaire mais bien au sein d'un groupe de travail se réunissant à huis clos.

Ce n'est que par le biais de la presse qu'il a pu apprendre que des auditions de représentants d'associations de journalistes et des consultations d'experts ont eu lieu. Il demande dès lors que des auditions avec les associations de journalistes et des experts comme le professeur J. Velaers et le procureur du Roi, B. Dejemeppe, puissent avoir lieu en commission.

M. De Clerck considère que les comptes rendus réalisés par la presse démontrent la publicité des réunions du groupe de travail. Il rappelle par ailleurs que depuis le colloque « Justice & Médias » organisé au Sénat les 7, 8 et 9 décembre 1995, de nombreuses publications émanant tant de scientifiques que de journalistes ont été faites. Il n'est dès lors pas utile d'organiser des auditions.

(1) Composition de la commission :

Présidente : M. Langendries.

A. — Membres titulaires :

C.V.P. MM. De Clerck, Leterme, Tant, Verherstraeten.
P.S. MM. Demotte, Giet, Meureau.
V.L.D. MM. Dewael, Lano, Versnick.
S.P. MM. Delathouwer, Vande Lanotte.
P.R.L.- MM. Maingain, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Langendries.
Vl. M. Lowie.
Blok
Agalev/M. Lozie.
Ecolo

B. — Membres suppléants :

MM. Brouns, De Crem, Moors, Van Eetvelt, Vanpoucke.
MM. Eerdekins, Henry, Janssens (Ch.), Moureaux.
MM. Chevalier, Daems, De Croo, Verwilghen.
MM. Landuyt, Vandenbossche, Van der MaeLEN.
MM. Duquesne, Michel, Simonet.
MM. Gehlen, Lefevre.
MM. Annemans, Laeremans.
MM. Decroly, Viseur (J.-P.).

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Bourgeois.

vervangen. Met 9 stemmen tegen 1 wijst de commissie de heer Tant aan.

2. Tijdens de vergadering van 2 februari 1999 vraagt *de heer Annemans* om over dit voorstel tot herziening van de Grondwet het advies van de Raad van State in te winnen. Terzake zou kunnen worden tegengeworpen dat de Raad van State niet bevoegd is om een advies uit te brengen over de tekst van een voorstel tot herziening van de Grondwet; de spreker is evenwel van oordeel dat niettemin het advies van de Raad van State en/of het Arbitragehof behoort te worden ingewonnen, gelet op de consequenties van deze herziening en de invloed daarvan op andere grondwettelijke bepalingen (bijvoorbeeld artikel 11 van de Grondwet) en op het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

De voorzitter wijst erop dat, zoals de spreker zelf heeft betoogd, een dergelijk verzoek om advies van de Raad van State op juridische gronden niet kan worden ingewilligd.

3. Tijdens dezelfde vergadering stipt *de heer Annemans* aan dat dit voorstel het resultaat is van een nieuwsoortige parlementaire procedure : het voorbereidend politiek debat werd immers niet in een parlementaire commissie gehouden, wel in een werkgroep die met gesloten deuren vergaderde.

De spreker heeft via de pers moeten vernemen dat er hoorzittingen hebben plaatsgevonden met vertegenwoordigers van journalistenverenigingen en ook dat het advies van deskundigen werd ingewonnen. Hij verzoekt derhalve om in commissie hoorzittingen te organiseren met de journalistenverenigingen en met deskundigen, zoals professor J. Velaers en procureur des Konings B. Dejemeppe.

Volgens *de heer De Clerck* bewijst de verslaggeving in de media dat de vergaderingen van de werkgroep openbaar waren. Voorts memoreert hij dat sinds het op 7, 8 en 9 december 1995 in de Senaat georganiseerde colloquium over « Justitie & Media » terzake tal van publicaties van zowel wetenschappers als journalisten het licht hebben gezien. Er hoeven derhalve geen hoorzittingen te worden gehouden.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : H. Langendries.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. De Clerck, Leterme, Tant, Verherstraeten.
P.S. HH. Demotte, Giet, Meureau.
V.L.D. HH. Dewael, Lano, Versnick.
S.P. HH. Delathouwer, Vande Lanotte.
P.R.L.- HH. Maingain, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Langendries.
Vl. H. Lowie.
Blok
Agalev/H. Lozie.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, De Crem, Moors, Van Eetvelt, Vanpoucke.
HH. Eerdekins, Henry, Janssens (Ch.), Moureaux.
HH. Chevalier, Daems, De Croo, Verwilghen.
HH. Landuyt, Vandenbossche, Van der MaeLEN.
HH. Duquesne, Michel, Simonet.
HH. Gehlen, Lefevre.
HH. Annemans, Laeremans.
HH. Decroly, Viseur (J.-P.).

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Bourgeois.

M. Eerdekkens partage ce point de vue. En demandant l'organisation d'auditions, certains souhaitent retarder le vote d'une disposition qui permettra de lutter efficacement contre les délits de presse à caractère raciste. Les partis démocratiques ont pu rencontrer l'ensemble des associations qui sont attentives au respect des libertés fondamentales.

M. Laeremans est d'avis que dans le cadre d'un débat essentiel pour la démocratie, on ne peut se limiter à des extraits de presse. Il fait référence à cet égard à un article paru dans « *De Morgen* » et évoquant la crainte des journalistes flamands que ne soit porté atteinte à d'autres libertés de la presse. Des critiques ont également été émises en ce qui concerne l'absence de définition de la notion de « délit de presse inspiré par le racisme ». Il demande dès lors qu'au moins, les personnes entendues par le groupe de travail soient également entendues en commission.

M. De Man soutient cette demande. Il rappelle que le débat parlementaire doit être mené selon les dispositions du Règlement en vue de sauvegarder les droits de l'opposition. C'est dès lors en commission que la discussion doit commencer en présence de tous les groupes politiques. En conclusion, il propose d'entendre, en toute ouverture, les personnes concernées par cette atteinte à la liberté de la presse.

M. Van den Eynde admet que des auditions ont déjà eu lieu au sein d'un groupe de travail mais celui-ci était un cercle restreint auquel son groupe ne pouvait participer. Il est dès lors équitable de pouvoir entendre en commission les personnes auditionnées. En réalité, la majorité a peur du point de vue de la presse et des experts vu que celui-ci ne correspond pas au sien.

À l'issue de cet échange de vues, la commission rejette par 10 voix contre une la demande d'auditions.

II. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DES AUTEURS DE LA PROPOSITION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

M. De Clerck précise que la présente proposition de révision de la Constitution tend à prévoir une exception à la compétence de la cour d'assises pour les délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie. La proposition résulte d'une longue réflexion et n'est nullement le fruit d'une idée nouvelle lancée subitement dans la presse. Déjà, en 1995, le Sénat avait organisé un colloque consacré aux relations entre la presse et la justice. Un échange de vues sur ces relations avait eu lieu en présence de nombreux acteurs. À cette occasion, différents problèmes relatifs à la presse avaient été abordés, notamment ceux relatifs à la nécessité d'initiatives au niveau de la

Ook *de heer Eerdekkens* is die mening toegedaan. Sommigen vragen om hoorzittingen te organiseren, alleen om de stemming over een bepaling op grond waarvan drukpersmisdrijven met racistische inslag doeltreffend kunnen worden aangepakt, op de lange baan te schuiven. De democratische partijen hebben de gelegenheid gehad alle verenigingen te horen die oog hebben voor de inachtneming van de fundamentele vrijheden.

De heer Laeremans vindt dat men zich in een voor de democratie wezenlijk debat niet tot persknipsels mag beperken. Terzake verwijst hij naar een artikel in *De Morgen*, waarin wordt aangestipt dat de Vlaamse journalisten ervoor beducht zijn dat ook andere persvrijheden op de tocht staan. Er rijst ook kritiek omdat van het begrip « door racisme ingegeven drukpersmisdrijf » geen definitie bestaat. Hij vraagt derhalve dat ten minste de personen die in de werkgroep werden gehoord, ook in commissie kunnen worden gehoord.

De heer De Man steunt dat verzoek. Hij brengt in herinnering dat een parlementair debat moet verlopen conform de bepalingen van het Reglement, ten einde de rechten van de oppositie te vrijwaren. De besprekking van het voorstel dient derhalve in commissie te beginnen, in aanwezigheid van alle fracties. Daarom stelt hij voor om in alle openheid hoorzittingen te organiseren met de personen die met die aantasting van de persvrijheid te maken hebben.

De heer Van den Eynde geeft toe dat in een werkgroep reeds hoorzittingen hebben plaatsgehad, maar het ging om een vergadering in beperkte kring, waaraan zijn fractie niet mocht deelnemen. Het zou dan ook billijk zijn mochten de gehoorde personen in de commissie kunnen worden gehoord. De meerderheid is eigenlijk bang voor het standpunt van de pers en de deskundigen, omdat dit niet met het hare overeenstemt.

Op het einde van deze gedachtewisseling verwerpt de commissie het verzoek om hoorzittingen te houden met 10 stemmen tegen 1.

II. — INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE INDIENERS VAN HET VOORSTEL TOT HERZIENING VAN DE GRONDWET

De heer De Clerck preciseert dat dit voorstel tot herziening van de Grondwet ertoe strekt om met betrekking tot drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie zijn ingegeven in een uitzondering te voorzien op de bevoegdheid van het hof van assisen. Het voorstel is de vrucht van een lang denkproces en is geenszins het resultaat van een nieuwe idee die van de ene dag op de andere in de pers wordt gelanceerd. Al in 1995 organiseerde de Senaat een colloquium over de relaties tussen pers en justitie. In aanwezigheid van talrijke betrokkenen had toen over die relaties een gedachtewisseling plaats. Bij die gelegenheid werden verschillende problemen met

déontologie, à l'élaboration d'un droit de réponse, aux possibilités offertes par le droit civil et enfin, comme solution ultime, par le droit pénal. La majorité des parlementaires s'y était prononcée pour le maintien de la cour d'assises en ce qui concerne les délits de presse. Il avait cependant déjà été signalé qu'un problème se posait en ce qui concerne les délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie qui forment une catégorie à part. Une exception à la compétence de la cour d'assises était envisagée en raison de l'impunité de fait des délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Par ailleurs, diverses initiatives parlementaires ont depuis lors été déposées (proposition (Mme Schüttringer et M. Lozie) de révision de l'article 150 de la Constitution, Doc n° 1094/1, proposition (Mme Creyf) de révision de l'article 150 de la Constitution, Doc. n° 1288/1, proposition (M. Landuyt) de révision de l'article 150 de la Constitution, Doc. n° 1852/1 et proposition de loi (M. Erdman et consorts) tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste, Doc. Sénat n° 472/1).

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est également intervenu. Des débats ont eu lieu dans les médias. Différentes études scientifiques ont été réalisées. À chaque fois, il a été dit qu'un problème spécifique se posait en ce qui concerne les délits inspirés par le racisme ou la xénophobie. Diverses hypothèses ont été élaborées pour tenter de trouver une solution. Une tentative a été faite de maintenir l'actuel article 150 de la Constitution en essayant de mettre en place une poursuite effective. Cette tentative a cependant échoué. La présente proposition de révision tend dès lors uniquement à combattre les délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie. Il ne s'agit pas de lutter contre une personne particulière ou un parti spécifique même si certains souhaiteraient que la présente proposition soit ainsi explicitée. Le seul objectif poursuivi est que la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie puisse effectivement être appliquée. Dans un état de droit, les lois doivent en effet trouver à s'appliquer.

La loi du 30 juillet 1981 a été adoptée parce que diverses dispositions internationales résultant d'une vision politique identique avaient demandé que des initiatives positives soient prises (voir la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le traité ONU du 7 mars 1966 relatif à la suppression de toute

betrekking tot de pers ter sprake gebracht, met name die welke betrekking hebben op de noodzaak van initiatieven op het vlak van deontologie, op de totstandkoming van een recht op antwoord, op de mogelijkheden die door het burgerlijk recht worden geboden en ten slotte, als ultieme oplossing, op de mogelijkheden die door het strafrecht worden geboden. Een meerderheid van parlementsleden sprak zich er toen voor uit dat het hof van assisen bevoegd zou blijven voor de drukpersmisdrijven. Er werd evenwel al gesignaleerd dat zich een probleem voordeed met betrekking tot de door racisme of xenofobie ingegeven drukpersmisdrijven, die een aparte categorie vormen. Er werd rekening gehouden met de mogelijkheid om te voorzien in een uitzondering op de bevoegdheid van het hof van assisen, wegens de feitelijke straffeloosheid van drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie zijn ingegeven.

Bovendien zijn sindsdien verschillende parlementaire initiatieven genomen (voorstel (van mevrouw Schüttringer en de heer Lozie) tot herziening van artikel 150 van de Grondwet, Stuk n° 1094/1, voorstel (van mevrouw Creyf) tot herziening van artikel 150 van de Grondwet, Stuk n° 1288/1, voorstel (van de heer Landuyt) tot herziening van artikel 150 van de Grondwet, Stuk n° 1852/1, en wetsvoorstel (van de heer Erdman c.s.) strekkende tot invoering van een summiere rechtspleging voor het hof van assisen om daadwerkelijke bestraffing van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstelligen, Gedr. Stuk, Senaat, n° 472/1).

Ook het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding nam deel aan de besprekingen. Debatten hebben plaatsgehad in de media. Verschillende wetenschappelijke studies werden uitgevoerd. Telkens werd gezegd dat een specifiek probleem rees met betrekking tot de door racisme of xenofobie ingegeven misdrijven. Verschillende hypotheses werden ontwikkeld in een poging tot een oplossing te komen. Een poging werd ondernomen om het huidige artikel 150 van de Grondwet te behouden door daadwerkelijk te vervolgen. Die poging mislukte evenwel. Dit voorstel tot herziening strekt er bijgevolg alleen toe de drukpersmisdrijven te bestrijden die door racisme of xenofobie zijn ingegeven. Het gaat er niet om een specifieke persoon of een specifieke partij te bestrijden, al zouden sommigen wensen dat het voorstel in die zin wordt geëxpliciteerd. Het enige nagestreefde doel is dat de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden daadwerkelijk zou kunnen worden toegepast. In een rechtsstaat moeten de wetten immers toepassing kunnen vinden.

De wet van 30 juli 1981 werd aangenomen omdat verschillende internationale bepalingen die het resultaat waren van een zelfde politiek inzicht vroegen dat positieve initiatieven zouden worden genomen (zie het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en het Internationaal Verdrag van

forme de discrimination raciale). Le Parlement européen est également intervenu pour demander que des initiatives positives contre le racisme soient prises. La loi du 30 juillet 1981 ne constitue dès lors pas une initiative isolée.

On a cependant constaté que dans les faits, cette loi n'était pas appliquée. Au cours des dernières années, la Belgique n'a connu que de très rares procès d'assises en matière de délits de presse. Le ministère public se montre quant à lui réticent à poursuivre en raison de difficultés pratiques. Une solution devait dès lors être trouvée et a justifié le dépôt de la présente proposition.

L'auteur souligne que cette proposition ne vise pas à rencontrer l'ensemble de la problématique relative aux médias. D'autres articles de la Constitution, qui ne sont pas abordés par la proposition, traitent de la presse. Au terme des développements de la proposition, il est en effet précisé que la volonté n'est nullement d'aborder l'ensemble de la problématique des médias. Sans toucher à la liberté de presse, la proposition vise uniquement à mettre en œuvre une lutte efficace contre les délits de presse à caractère raciste.

En conclusion, la proposition de révision soutenue par de très nombreux groupes politiques, apporte une solution limitée à une problématique qui attendait une issue depuis longtemps afin que ceux qui violent la loi, puissent être sanctionnés selon une procédure normale. Sur le plan du droit pénal, la présente proposition n'apporte aucune modification. Seul un glissement de compétence vers le tribunal correctionnel est proposé. Le pouvoir judiciaire maintient son entière compétence.

*
* * *

M. Reynders formule trois remarques complémentaires :

1. Lors de la discussion préparatoire à la révision de l'article 150 de la Constitution, les auteurs n'ont pas voulu toucher au débat sur le jury et sur sa présence en assises. De même, les récentes modifications apportées par la Chambre à la procédure devant la cour d'assises n'ont nullement porté sur la présence du jury (voir proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises (Doc. n° 1085/1 à 14)). Il appartiendra à la prochaine législature de soulever le problème du maintien ou non d'un jury populaire dans les instances du droit pénal belge. Aucune option n'a jusqu'à présent été prise en la matière.

2. La proposition vise précisément le racisme et la xénophobie. Il faudra comprendre dans ces notions l'antisémitisme. Un certain nombre d'associations ont émis des remarques à ce propos. Il est cependant préférable de garder des définitions larges et de con-

de Verenigde Naties van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie). Ook het Europees Parlement nam deel aan het debat, met de vraag positieve initiatieven te nemen tegen racisme. De wet van 30 juli 1981 vormt dan ook geen op zich staand initiatief.

Vastgesteld werd evenwel dat die wet in de praktijk niet werd toegepast. In de loop van de jongste jaren hebben in België maar weinig assisenprocessen inzake drukpersmisdrijven plaatsgehad. Het openbaar ministerie staat terughoudend tegenover vervolgingen wegens praktische moeilijkheden. Een oplossing moet dan ook worden gevonden en daarom wordt dit voorstel ingediend.

De indiener onderstreept dat dit voorstel er niet toe strekt een oplossing te bieden voor de hele problematiek van de media. Ook andere artikelen van de Grondwet, die in het voorstel niet aan bod komen, hebben betrekking op de pers. Op het einde van de toelichting bij het voorstel wordt dan ook gepreciseerd dat het niet de bedoeling is de problematiek van de media in haar geheel aan te pakken. Zonder aan de persvrijheid te raken, strekt het voorstel er alleen toe drukpersmisdrijven met racistische inslag doeltreffend te bestrijden.

Bij wijze van conclusie zij gezegd dat het voorstel tot herziening, dat de steun geniet van een zeer groot aantal fracties, een beperkte oplossing biedt voor een vraagstuk dat daar al lang op wacht, opdat degenen die de wet schenden volgens een normale procedure kunnen worden bestraft. Dit voorstel brengt op strafrechtelijk vlak geen enkele wijziging aan. Alleen wordt een verschuiving van de bevoegdheid naar de correctionele rechtbank voorgesteld. De rechterlijke macht behoudt haar volle bevoegdheid.

*
* * *

De heer Reynders maakt drie aanvullende opmerkingen :

1. Tijdens de voorbereidende besprekking van de herziening van artikel 150 van de Grondwet hebben de indieneren het debat over de jury en diens aanwezigheid in assisenzaken niet willen openen. De recente wijzigingen die de Kamer heeft aangebracht in de rechtspleging voor het hof van assisen hebben evenmin betrekking op de aanwezigheid van de jury (zie het wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van strafvordering teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen (Stukken n° 1085/1 tot 14)). De vraag of de volksjury al dan niet moet worden gehandhaafd in de instanties van het Belgisch strafrecht zal tijdens de volgende zittingsperiode aan de orde moeten komen. Tot nu toe is er terzake geen keuze gemaakt.

2. Het voorstel beoogt precies het racisme en de xenofobie. Het antisemitisme zal moeten worden begrepen onder die twee begrippen. Een aantal verenigingen hebben daarover opmerkingen gemaakt. Het verdient echter de voorkeur ruime omschrijvingen te

sidérer qu'un certain nombre de comportements rentrent dans ces deux notions. Il en va ainsi de l'antisémitisme et également du révisionnisme. À l'avenir, lors de modifications de lois relatives au révisionnisme, il y aurait lieu de préciser que le révisionnisme est inspiré par du racisme et de la xénophobie et tombe dès lors sous le champ d'application de l'article 150 tel qu'il est proposé aujourd'hui.

Le problème qui se pose aujourd'hui réside dans la diffusion d'écrits portant atteinte à la mémoire de ceux qui ont vécu l holocauste. Ces écrits tombent également sous l'article 150 proposé.

3. Il est clair qu'il s'agit ici d'une révision limitée de l'article 150. D'autres débats devront peut-être encore avoir lieu comme celui déjà évoqué du jury en cour d'assises ou celui de l'extension des garanties accordées à la presse en matière audiovisuelle.

Pour sa part, il ne souhaite pas que l'article 150 soit à nouveau repris dans la prochaine déclaration de révision de la Constitution en ce qui concerne en tout cas, des extensions possibles de la correctionnalisation du délit de presse. Le choix a été fait d'une révision limitée qui puisse être mise à l'épreuve pendant la prochaine législature.

III. — DISCUSSION GÉNÉRALE

M. Annemans constate que l'on se trouve devant un débat qui, pour l'une ou l'autre raison, est devenu très urgent. La proposition de révision de la Constitution a été signée, fait rare, par tous les partis sauf un. L'absence de ce parti ne résulte pas du fait qu'on a constaté au préalable que celui-ci ne voulait pas soutenir cette proposition mais parce qu'on l'a exclu du débat dès le départ vu que son application le visait.

La présente proposition résulte d'une nouvelle procédure à savoir d'un groupe de travail parlementaire. D'un côté, on a les règles démocratiques parlementaires qui figurent dans les lois et le Règlement de la Chambre des représentants et d'un autre côté, une pratique qui s'est développée afin de pouvoir rédiger des propositions sans que son groupe politique puisse y participer. La proposition de révision est dès lors issue de ce dernier monde, celui des propositions parlementaires sans son groupe politique. Il ne faut, en conséquence, pas être étonné qu'il marque sa surprise devant la rapidité avec laquelle cette proposition figure à l'ordre du jour de la commission.

L'auteur principal a exposé que la loi du 30 juillet 1981 n'était pas appliquée et qu'il fallait dès lors d'urgence prendre des mesures, à savoir réviser la Constitution et modifier la loi précitée de 1981 ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou

behouden en ervan uit te gaan dat sommige gedragingen onder die twee begrippen vallen. Zulks geldt voor de jodenhaat en voor het revisionisme. Bij de toekomstige wijzigingen van de wetten met betrekking tot het revisionisme zou moeten worden gepreciseerd dat het revisionisme is ingegeven door racisme en xenofobie en dat het derhalve onder de toepassing valt van het thans voorgestelde artikel 150.

Het probleem dat vandaag rijst, ligt in de verspreiding van geschriften waaruit een gebrek aan respect blijkt voor de nagedachtenis van de slachtoffers van de holocaust. Ook die geschriften vallen onder het voorgestelde artikel 150.

3. Het is duidelijk dat het om een beperkte herziening van artikel 150 gaat. Wellicht zullen nog andere debatten moeten plaatshebben, zoals het reeds vermelde in verband met de assisenjury of dat over de uitbreiding van de aan de pers toegekende waarborgen inzake het mediabestel.

Zelf wenst hij niet dat artikel 150 opnieuw wordt opgenomen in de volgende verklaring tot herziening van de Grondwet, althans wat mogelijke uitbreidingen van de correctionaliseren van drukpersmisdrijven betreft. Er is gekozen voor een beperkte herziening die tijdens de volgende zittingsperiode op haar doelmatigheid kan worden beproefd.

III. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Annemans stelt vast dat we hier te maken hebben met een debat dat om een of andere reden zeer dringend is geworden. Het voorstel tot herziening van de Grondwet werd ondertekend door alle partijen behalve één. Dat valt maar zelden voor. De afwezigheid van die partij vloeit niet voort uit het feit dat men vooraf heeft vastgesteld dat ze dat voorstel niet wilde steunen, maar omdat ze van meet af aan werd uitgesloten van het debat aangezien de toepassing van dat voorstel op haar betrekking had.

Het onderhavige voorstel is totstandgekomen door een nieuwe werkwijze, namelijk een parlementaire werkgroep. Enerzijds zijn er de regels van de parlementaire democratie die zijn vervat in de wetten en in het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers en anderzijds is er een gebruik dat zich heeft ontwikkeld om wetsvoorstellen te kunnen redigeren zonder dat zijn fractie daaraan mag deelnemen. Het voorstel tot herziening is dus het resultaat van die nieuwe aanpak waarbij parlementaire voorstellen worden uitgewerkt zonder zijn fractie daarbij te betrekken. Men hoeft dan ook niet verwonderd te zijn dat hij uiting geeft aan zijn verbazing over de snelheid waarmee dat voorstel op de agenda van de commissie werd geplaatst.

De hoofdindiner heeft verklaard dat de wet van 30 juli 1981 niet wordt toegepast en dat derhalve dringend maatregelen moesten worden genomen, dat wil zeggen dat de Grondwet moet worden herzien en de voornoemde wet van 1981 alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestrafing van het ontken-

l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale.

Son groupe politique défend la position que le plus possible des 800 000 dispositions légales que le pays compte, soient appliquées. Le fait que certaines normes ne puissent être appliquées et sanctionnées est très néfaste pour la sécurité juridique et pour l'acceptation de la norme par le citoyen. On aurait pu dès lors, supposer que l'urgence demandée concerne des mesures pour éviter l'insécurité dans le métro, ou encore pour éviter des agressions de professeurs par leurs élèves, ...

Ce qui est en réalité urgent est que son groupe politique soit combattu. Ce choix a été fait par les autres partis politiques après le vote à la Chambre de la proposition de loi complétant les articles 15bis et 25 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (Doc. n° 1084/1). Une telle situation est étonnante et suscite des questions.

On aurait pu en effet supposer que la lutte contre le racisme et la xénophobie, comme cela était inscrit dans les objectifs poursuivis par la proposition de loi relative au financement des partis, aurait conduit à une application immédiate de la loi. Tous les partis qui se disent démocratiques ont clairement affirmé que la signification de la proposition était de priver son groupe politique de son financement. Cette proposition a été votée mais un accord politique a été conclu afin qu'elle ne soit pas appliquée avant les prochaines élections. Actuellement, on se trouve devant un accord politique encore plus large pour en arriver à une application plus souple et plus rapide de la loi de 1981. En conclusion, ce dossier est devenu urgent suite à un marchandage politique conclu lors de la proposition de loi sur le financement des partis pour pouvoir lutter, encore avant les élections, contre son groupe politique.

Les auteurs ont par ailleurs exposé qu'il s'agissait d'une révision ponctuelle de la Constitution alors qu'en réalité, on touche à des notions essentielles de la démocratie à savoir la liberté d'expression et la liberté de la presse.

La liberté de la presse est dès lors encore garantie sauf en matière de délits inspirés par le racisme. L'un des auteurs a déclaré que par racisme, on visait en particulier le révisionnisme. L'orateur voudrait encore bien croire que par racisme, on vise le révisionnisme mais il sait que tel n'est pas le cas et qu'en réalité, la proposition de révision vise les tracts émis par son groupe politique. L'inquiétude qui règne chez les francophones et qui s'est répandue auprès des

nen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, moesten worden gewijzigd.

De fractie van de spreker verdedigt het standpunt dat zoveel mogelijk van de 800 000 wetsbepalingen die het land rijk is, moeten worden toegepast. Het feit dat sommige rechtsregels niet kunnen worden toegepast of de overtredingen ervan niet kunnen worden bestraft, heeft noodlottige gevolgen voor de rechtszekerheid en voor de aanvaarding van de rechtsregels door de burger. Derhalve had men mogen veronderstellen dat de gevraagde dringende noodzakelijkheid betrekking zou hebben op maatregelen ter voorkoming van de onveiligheid in de metro of van agressie van leerlingen jegens hun leerkrachten, ...

Wat in werkelijkheid dringend is, is dat zijn politieke fractie wordt bestreden. De andere politieke partijen hebben die keuze gemaakt na de goedkeuring door de Kamer van het wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 15bis en 25 van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (Stuk n° 1084/1). Een dergelijke situatie wekt verbazing en doet vragen rijzen.

Men had er immers mogen van uitgaan dat, zoals dat was vastgesteld in de doelstellingen van het wetsvoorstel betreffende de partijfinanciering, de strijd tegen het racisme en de xenofobie zou hebben geleid tot een onmiddellijke toepassing van de wet. Alle partijen die zichzelf als democratisch bestempelen, hebben duidelijk gesteld dat het voorstel ertoe strekte zijn politieke fractie haar financiering te ontnemen. Dat voorstel werd goedgekeurd, maar er werd een politiek akkoord gesloten opdat het niet vóór de volgende verkiezingen zou worden toegepast. Thans hebben wij te maken met een nog ruimer politiek akkoord teneinde te komen tot een soepelere en snellere toepassing van de wet van 1981. Kortom, dat dossier is dringend geworden als gevolg van een politieke koehandel ter gelegenheid van het wetsvoorstel betreffende de financiering van de partijen teneinde zijn fractie nog vóór de verkiezingen te kunnen bestrijden.

Voorts hebben de indieners aangegeven dat het om een gerichte herziening van de Grondwet ging, terwijl in werkelijkheid wordt geraakt aan wezenlijke onderdelen van de democratie, namelijk de vrijheid van meningsuiting en de persvrijheid.

De persvrijheid — behalve dan voor door racisme ingegeven misdrijven — is derhalve nog steeds gewaarborgd. Luidens de verklaringen van een van de indieners van het voorstel wordt met racisme inzonderheid het revisionisme bedoeld. Hoewel de spreker er desnoods nog kan inkomen dat men met racisme het revisionisme viseert, weet hij dat zulks *de facto* niet het geval is en dat het voorstel tot herziening het op de door zijn fractie verspreide pamfletten

Flamands provient de la campagne menée par son parti auprès des Bruxellois francophones. Tel est le vrai nœud du problème. Il ne peut dès lors accepter la présentation qui a été faite par les auteurs de la proposition.

Il n'existe par ailleurs pas de débat démocratique autour de cette révision de la Constitution. Son groupe a pour seules informations, celles parues dans la presse. C'est la raison pour laquelle son groupe se sent visé et met en garde contre ce qui est en train d'être voté.

Son groupe politique n'est pas raciste. Si le racisme était clairement défini comme étant l'affirmation de la supériorité d'un peuple sur un autre, son groupe ne serait nullement inquiet car dans aucun de ses écrits ne figure une telle affirmation. Mais la définition du racisme n'est pas celle-là. Elle est devenue une notion politique sans aucun contenu légal ou jurisprudentiel. Elle englobe de façon très large toute expression politique qui est dérangeante pour le régime en place. Pour la presse francophone, le racisme englobe le nationalisme flamand. Même si le racisme n'était pas une notion purement politique, son groupe serait toujours inquiet car il s'agit toujours d'une atteinte à la liberté de la presse. Une forme de débat serait néanmoins possible. Changer la liberté de la presse par la formule lapidaire de « *délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie* », entraîne des risques que l'orateur ne veut pas courir.

Auparavant, quelques opposants de son groupe, à titre individuel, avaient déposé des propositions de loi. Actuellement, le sujet devient très vite un thème politique de premier plan. Il cite à cet égard la proposition déposée au Sénat par M. Erdman tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste. Le Conseil d'État a formulé plusieurs critiques à son propos (*op. cit.* n° 472/4). Ce qui était une initiative personnelle est devenu un sujet politique absolument urgent soutenu par tous les partis. Tout le reste est mis de côté. Une telle situation est très inquiétante.

Cette inquiétude est également partagée par les représentants des associations de journalistes. Ceux-ci considèrent, à juste titre, la procédure devant la cour d'assises comme une garantie importante de la liberté de la presse. Faire comme si la suppression de la procédure devant la cour d'assises pour une catégorie déterminée de délits était un détail, relève de l'hypocrisie. Soit la procédure devant la cour d'assises est importante pour l'ensemble de la liberté de la

heeft gemunt. De onrust bij de Franstaligen, die nu ook bij de Vlamingen voelbaar wordt, wordt teweeggebracht door de campagne die zijn fractie voert en die op de Brusselse Franstaligen is gericht. Dat is waar het probleem écht om draait. Hij kan dan ook niet akkoord gaan met de wijze waarop de indieners van het voorstel de zaken hebben voorgesteld.

Over die herziening van de Grondwet vindt overigens geen democratisch debat plaats. Voor alle informatie terzake is zijn fractie op de pers aangewezen. Daarom voelt zijn fractie zich geviseerd en waarschuwt zij voor de stemming die aan de gang is.

Zijn fractie is niet racistisch. Mocht men het racisme duidelijk omschrijven als het feit dat men het principe van de superioriteit van bepaalde volkeren ten opzichte van andere huldigt, dan zou dat voor zijn fractie hoegenaamd geen reden tot onrust zijn, want in geen enkel van haar geschriften komt een dergelijke bewering voor. Maar racisme wordt anders gedefinieerd. Het is verworden tot een politiek concept zonder enige inhoudelijke invulling op wettelijk noch op jurisprudentieel vlak. Racisme is een begrip geworden dat een breed spectrum dekt en iedere politieke uitdrukkingsvorm omvat die storend is voor het zittende regime. Voor de Franstalige pers slaat racisme op het Vlaams nationalisme. Ook al was racisme geen louter politiek begrip, dan zou zijn fractie desondanks toch nog steeds ongerust zijn want het gaat steeds om een aantasting van de persvrijheid. Niettemin zou enige vorm van debat mogelijk zijn. De persvrijheid vervangen door de summierformulering « *behoudens voor drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie ingegeven zijn* », leidt tot risico's die de spreker niet wil lopen.

Voordien hadden een aantal opposanten van zijn fractie op persoonlijke titel een aantal wetsvoorstel- len ingediend. Momenteel wordt het item snel een politiek thema van eerste orde. Hij verwijst terzake naar het in de Senaat door de heer Erdman ingediende voorstel strekkende tot het invoeren van een summiere rechtspleging voor het hof van assisen om de daadwerkelijke bestrafing van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstelligen. De Raad van State heeft op dat voorstel tal van punten van kritiek geformuleerd (*op. cit.* n° 472/4). Wat aanvankelijk een persoonlijk initiatief was, is uitgegroeid tot een politiek hoogst prioritair agendapunt waar alle politieke partijen achter staan. Al het overige heeft plots geen enkel belang meer. Een dergelijke toestand is uitermate verontrustend.

Ook de vertegenwoordigers van de journalistenverenigingen zijn ongerust. Zij beschouwen de procedure voor het hof van assisen terecht als een belangrijke waarborg voor de persvrijheid. Het beeld ophangen als zou de afschaffing, voor een bepaalde categorie misdrijven, van de procedure voor het hof van assisen, een detail zijn, getuigt van hypocrisie. Van tweeën een : ofwel is de procedure voor het hof van assisen belangrijk voor de persvrijheid in haar

presse, soit elle ne l'est pas. Ce débat est dès lors essentiel.

L'orateur fait ensuite allusion à la déclaration du procureur du Roi de Bruxelles, M. Dejemeppe, devant des parlementaires bruxellois venus lui demander d'appliquer la loi de 1981 à son groupe politique. Pas seulement son groupe mais aussi des journalistes se sont posés des questions sur cette démarche. Aussi marque-t-il son inquiétude devant cette attitude antidémocratique vis-à-vis de son groupe. Le procureur du Roi a déclaré qu'il ne pouvait appliquer la loi de 1981 vu l'exigence d'une procédure devant la cour d'assises. Si cette procédure était supprimée, la loi pourrait être appliquée. Au lieu de sanctionner la non application de la loi, une proposition de révision de la Constitution est déposée allant dans le sens de la déclaration du procureur du Roi. Une telle situation est traumatisante pour la démocratie.

On se trouve en réalité devant un contexte politique précis qui veut ôter les pamphlets de son groupe des boîtes aux lettres des électeurs francophones de Bruxelles. L'origine de cette proposition réside dans la stratégie bruxelloise menée par son groupe politique. Il appelle dès lors tous les partis flamands à être plus prudents qu'ils ne le sont actuellement et à ne pas persévéérer dans une voie qui n'est pas souhaitée par l'opinion publique flamande. C'est une mentalité suicidaire car on ne peut porter atteinte à un parti qui a obtenu 15 % des voix des électeurs flamands. Cette attitude est incompréhensible. On essaie de faire croire qu'il s'agit uniquement d'une modification de la Constitution. Cela est inexact.

En quelques mois, des mesures sont mises en place pour supprimer son groupe du paysage politique. Par l'atteinte à la liberté de parole, à la possibilité financière de pouvoir communiquer à la population et à la possibilité d'être représenté au parlement, une opération est mise en place contre son parti nationaliste flamand radical.

Pour toutes ces raisons, et non pas parce que son groupe défendrait la supériorité d'une race par rapport à l'autre ni parce qu'il ne serait pas conscient qu'un vote final intervientra, mais parce qu'il estime que la liberté de parole sous tous ses aspects doit être sauvegardée, M. Annemans a l'intention de mener la lutte comme lors de la discussion sur la proposition de loi sur le financement des partis (Doc. n° 1084/22). Il souhaite que l'on puisse voir que des valeurs essen-

geheel, ofwel is ze niet belangrijk. Dit debat is dan ook van kapitaal belang.

Vervolgens verwijst de spreker naar de verklaring die de Brusselse procureur des Konings, de heer Dejemeppe, heeft afgelegd ten overstaan van een aantal Brusselse parlementsleden die hem kwamen vragen de wet van 1981 op zijn fractie toe te passen. Niet alleen zijn fractie, ook een aantal journalisten maakten een aantal bedenkingen rond dat initiatief. Hij geeft dan ook lucht aan het feit dat die anti-democratische houding ten opzichte van zijn fractie hem verontrust. Het antwoord van de procureur des Konings luidde dat hij de wet van 1981 — gelet op de vereiste procedure voor het hof van assisen — niet kon toepassen. Mocht die procedure worden afgeschafft, dan kon de wet wel worden toegepast. In plaats van de niet-toepassing van de wet te bestrafen, wordt een voorstel tot herziening van de Grondwet ingediend dat inhoudelijk in het verlengde ligt van wat de procureur des Konings heeft verklaard. Een dergelijke toestand is nefast voor de democratie.

In feite bevindt men zich in een welbepaald politiek klimaat waarbij men wil verhinderen dat pamfletten van zijn fractie in de bussen van de Franstalige kiezers in Brussel terechtkomen. De door zijn fractie uitgestippelde strategie voor Brussel ligt aan de basis van dit voorstel. Hij roept dan ook alle Vlaamse partijen op voorzichtiger te zijn dan thans het geval is, en niet hardnekkig een weg te blijven bewandelen die door de Vlaamse publieke opinie niet wordt gewenst. Een dergelijke mentaliteit leidt tot zelfvernietiging, want men mag geen schade toebrengen aan een partij die 15 % van de stemmen van de Vlaamse kiezers heeft behaald. Die houding is onbegrijpelijk. Men poogt het voor te stellen als zou het enkel en alleen om een grondwetswijziging gaan. Dat is niet correct.

In enkele maanden worden maatregelen genomen om zijn fractie van het politieke toneel te doen verdwijnen. Door de vrije meningsuiting te beknotten, te bekorten op de financiële mogelijkheden om de communicatie met de bevolking te verzorgen en de mogelijkheid op de helling te zetten om in het parlement vertegenwoordigd te zijn, wordt een operatie beschadiging van zijn radicale Vlaams-nationalistische partij opgestart.

Om al die redenen, en niet omdat zijn fractie de superioriteit van het ene ras tegenover het andere zou verdedigen en evenmin omdat hij niet zou besef dat een eindstemming zal plaatsvinden, maar omdat hij van mening is dat de vrije meningsuiting — in al haar facetten — moet gevrijwaard blijven, is de heer Annemans voornemens daarvoor in het strijdperk te treden, zoals dat hij dat gedaan heeft naar aanleiding van de besprekking over het

tielles de la démocratie et du régime parlementaire sont mises en danger.

*
* * *

M. De Man a la conviction que la société multiculturelle n'offre pas nécessairement la garantie d'une société future libérée de tout problème. Ce qui se passe tous les jours dans les sociétés multiculturelles ou multiraciales, telles que les États-Unis, illustre à suffisance les problèmes engendrés par de tels modèles de société.

Une grande partie de la population belge est préoccupée par le grand afflux d'étrangers non européens. Or, la plupart des partis politiques préfèrent ne pas entendre ce message. Ils choisissent plutôt de viser celui qui porte ce message, en l'occurrence son parti. Sur le plan financier, son parti se verra rogner les ailes par suite d'une modification de la loi relative au financement des partis; à présent, on tente en outre, par la voie pénale, d'empêcher son parti de diffuser ses idées.

On affirme sans cesse que son parti est raciste, mais ces affirmations doivent encore être prouvées par un juge indépendant et objectif. À aucun endroit, le programme du parti ne se fonde sur la supériorité d'une race déterminée. Il dénonce en revanche un modèle de société imposé.

L'intervenant déplore que les tracts diffusés par son groupe soient, de fait, d'ores et déjà soumis à une certaine forme de censure. C'est ainsi que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme tente d'obtenir que La Poste refuse de distribuer les écrits de son parti. La proposition de révision de l'article 150 de la Constitution doit dès lors immuablement être considérée comme l'étape suivante de la stratégie menée contre son parti : ce dernier doit être réduit au silence. Même les sociétés de distribution et d'affichage privées font l'objet de pressions visant à les dissuader d'assurer ou bien la distribution de tracts et d'écrits, ou bien le collage d'affiches. Ces sociétés sont menacées de poursuites pour complicité lorsqu'elles acceptent néanmoins de travailler pour son parti. Reste à savoir si les autres partis parviendront également à empêcher les militants du parti de diffuser leur message politique au niveau local par le biais de tracts édités par le parti.

L'intervenant souligne que le droit de diffuser un message politique particulier est un droit fondamental et inviolable; il s'agit de l'un des piliers de la démocratie. Il ne faut pas perdre de vue que la protection de la liberté de la presse en Belgique a été considérée comme un acquis au début du siècle dernier et qu'elle a fait école dans bon nombre d'autres démocraties d'Europe occidentale.

wetsvoorstel betreffende de financiering van de partijen (Stuk nr 1084/22). Hij wenst dat men kan inzien dat de essentiële waarden van de democratie en van het parlementaire regime in gevaar worden gebracht.

*
* * *

De heer De Man is ervan overtuigd dat de zogenaamde multiculturele samenleving niet noodzakelijk een waarborg betekent voor een probleemloze toekomstige maatschappij. Dagelijkse praktijkvoorbeelden uit dergelijke multiculturele of multiraciale samenlevingen, zoals die van de Verenigde Staten, tonen ten overvloede aan welke problemen dergelijke samenlevingsmodellen met zich brengen.

De grote toestroom van niet-Europeanen wordt door een groot gedeelte van de Belgische bevolking als een bekommernis ervaren. De meeste politieke partijen wensen die boodschap echter liever niet te horen. Zij verkiezen hun pijlen te richten op degene die de boodschap brengt *in casu* zijn partij. Zijn partij zal financieel worden gekortwiekt als gevolg van een wijziging van de wetgeving op de partijfinanciering; thans wil men het haar daarbovenop strafrechtelijk onmogelijk maken haar ideeën nog te verspreiden.

Steeds maar wordt beweerd dat zijn partij racistisch is, maar dit moet nog worden bewezen door een onafhankelijke en objectieve rechter. Het partijprogramma vermeldt nergens dat zij uitgaat van de superioriteit van een bepaald ras. Wel wordt een opgedrongen samenlevingsmodel aangeklaagd.

De spreker betreurt het dat de pamfletten van zijn fractie, nu reeds feitelijk aan een bepaalde vorm van censuur worden onderworpen. Zo heeft het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding ervoor gezorgd dat De Post de geschriften van zijn partij zou weigeren te verdelen. Het voorstel tot herziening van artikel 150 van de Grondwet kan dan ook niet anders worden geïnterpreteerd dan als een volgende zet in de strategie tegen zijn partij : zij moet volledig monddood worden gemaakt. Zelfs particuliere verdelingsbedrijven en affichage-ondernemingen worden onder druk gezet opdat zij zouden weigeren in te staan voor de verspreiding van pamfletten en geschriften en voor het aanplakken van affiches. Die firma's worden met vervolging wegens medeplichtigheid bedreigd wanneer zij toch voor zijn partij werken. De vraag is of de andere partijen ook zullen kunnen verhinderen dat de partijmilitanten op lokaal niveau de politieke boodschap blijven uitdragen via individuele verspreiding van de partijpamfletten.

Volgens de spreker is het verspreiden van een bepaalde politieke boodschap een fundamenteel en onaantastbaar recht; het gaat om één van de pijlers van de democratie. Men mag niet uit het oog verliezen dat de bescherming van de persvrijheid in België in het begin van de vorige eeuw als een verworvenheid werd beschouwd die door tal van andere burgerlijke democratieën in West-Europa werd overgenomen.

Les partisans de la proposition de révision de l'article 150 de la Constitution font valoir que la révision de l'article constitutionnel ne vise pas la liberté de la presse et que les journalistes n'ont dès lors rien à craindre. On veut seulement atteindre certains tracts politiques, ce qui est contraire à l'un des objectifs initiaux essentiels de l'article 150, qui était précisément de protéger les écrits politiques.

On porte à présent atteinte au principe de la liberté de la presse. La modification proposée de l'article 150 de la Constitution revient en fait à porter atteinte à ce qu'il faut précisément protéger.

L'intervenant fait observer que les auteurs de la proposition à l'examen invoquent l'argument selon lequel la loi du 30 juillet 1981 visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie n'est pas appliquée et qu'il est dès lors nécessaire de procéder à la modification visée. Il déplore qu'il y ait beaucoup d'autres lois d'une portée beaucoup plus importante qui ne sont pas non plus appliquées. C'est ainsi qu'en Belgique, de nombreuses infractions ne sont pas punies par suite de la politique de classement sans suite du ministre de la Justice.

L'orateur estime que les autres arguments des auteurs de la proposition de loi à l'examen, arguments selon lesquels la procédure devant la cour d'assises serait trop laborieuse, trop complexe et trop longue et la composition du jury poserait des problèmes, ne sont pas pertinents. Ces problèmes peuvent être résolus.

M. De Man estime qu'en fait, on craint le jugement que pourrait rendre un jury d'assises, composé de douze jurés choisis parmi la population, sur les présumés délits de presse à caractère raciste. Un tel jury pourrait estimer que la liberté d'expression est fondamentale et qu'un article 150 de la Constitution intact a encore un sens. Les auteurs ne souhaitent manifestement pas prendre le risque de voir son parti jugé par un jury populaire.

Une modification de la Constitution portant sur les droits fondamentaux doit demeurer très exceptionnelle : ces droits doivent en effet continuer à s'appliquer sans restriction. Nombreux sont actuellement les problèmes sociaux auxquels les instances politiques négligent de s'attaquer: l'insécurité croissante, la mise en œuvre de la réforme de la Justice et des services de police qui se fait attendre, la problématique des étrangers, le chômage, etc. Malgré qu'il soit nécessaire de résoudre prioritairement ces problèmes, la majorité préfère passer son temps à s'en prendre à son parti. L'on veut en fait instaurer un double système : d'une part, l'on jouira pleinement de la liberté d'opinion si l'on n'appartient pas à son parti et, d'autre part, l'on ne jouira de cette liberté que dans une certaine mesure si l'on y appartient. Dans ce dernier cas, un juge professionnel, qui est jusqu'à présent nommé par les partis politiques, connaîtra des délits de presse. Les récentes réformes de la

De voorstanders van het voorstel tot wijziging van artikel 150 van de Grondwet houden voor dat met de herziening van het grondwetsartikel, niet de vrijheid van drukpers wordt geviseerd en de journalisten bijgevolg niets te vrezen hebben. Men wil alleen bepaalde politieke pamfletten treffen. Dit is in tegenstrijd met één van de essentiële en oorspronkelijke doelstellingen van het artikel 150 dat juist de bescherming van politieke geschriften beoogde.

Aan het principe van de persvrijheid wordt thans getornd. In essentie komt het erop neer dat, door de beoogde wijziging van het artikel 150 van de Grondwet, datgene wat precies beschermd dient te worden, wordt aangetast.

De spreker wijst erop dat de indieners van het voorstel het argument inroepen dat de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, niet wordt toegepast, en dat daarom de wijziging noodzakelijk is. Hij betreurt het dat er veel andere wetten zijn met een belangrijkere draagwijdte, die ook niet worden toegepast. Zo worden in België talrijke misdrijven niet bestraft als gevolg van het beleid van niet-vervolging van de minister van Justitie.

De spreker meent dat de overige argumenten van de indieners ook niet relevant zijn : dat de procedure voor het hof van assisen te duur, te moeilijk, te complex en te langdurig zou zijn, en dat de samenstelling van de jury problemen zou opleveren. Hiervoor zijn oplossingen mogelijk.

Volgens de heer De Man is men in feite bang voor het oordeel van een assisenjury van twaalf gezwoeren uit het volk, over de zogenaamde racistische drukpersmisdrijven. Die jury zou wel eens kunnen oordelen dat de vrijheid van meningsuiting fundamenteel is en dat een onaangetast artikel 150 van de Grondwet nog wel een betekenis heeft. De indieners wensen klaarblijkelijk niet het risico te lopen dat zijn partij door twaalf juryleden zou kunnen worden beoordeeld.

Een grondwetswijziging met betrekking tot de grondrechten moet zeer uitzonderlijk blijven : die rechten moeten immers onverkort geldig blijven. Er bestaan thans veel maatschappelijke problemen waartegen de beleidsinstanties niet optreden : de toenemende onveiligheid, de uitblijvende uitvoering van de hervorming van de Justitie en de politiediensten, de vreemdelingenproblematiek, de werkloosheid enz. Niettegenstaande deze problemen prioritair een oplossing nodig hebben, verkiest de meerderheid zich bezig te houden met het aanpakken van zijn partij. In feite beoogt men een dubbel stelsel in te voeren : enerzijds geldt de vrijheid van meningsuiting onverkort als men niet tot de partij van de spreker behoort, anderzijds wordt men in die vrijheid beperkt indien men er wel toe behoort. In het laatste geval zal een, tot op heden door politieke partijen benoemde beroepsrechter, kennis nemen van de drukpersmisdrijven. De recente hervormin-

Justice ne réduisent en effet pas le risque de politisation en ce qui concerne la nomination des magistrats.

Si la proposition à l'examen est adoptée, la notion de « racisme » sera inscrite dans la Constitution par la majorité actuelle. Or, cette notion n'est pas définie, de sorte qu'elle pourra faire l'objet d'interprétations nombreuses et divergentes, ce qui pourrait être très dangereux pour les institutions démocratiques. Refuser aux « ennemis de la démocratie » les moyens d'exercer celle-ci, c'est adopter soi-même une attitude antidémocratique. La démocratie est en effet une et indivisible.

*
* * *

M. Eerdekkens ne comprend pas pourquoi le parti de l'intervenant précédent fait preuve d'une telle crainte envers la présente proposition. Ses militants prétendent pourtant ne pas être racistes. Ils affirment être les véritables défenseurs de la démocratie et de la liberté de la presse. Pourquoi dès lors marquent-ils une telle opposition à l'égard de la proposition ? Cependant, s'ils ne sont pas ce qu'ils disent, leurs craintes deviennent compréhensibles. Ce parti défend le régime actuel parce qu'il assure une impunité de fait lorsque des délits racistes sont commis par voie de presse. La majorité ne redoute nullement le verdict d'un jury populaire. Le nombre des délits racistes commis par voie de presse est tellement considérable que les cours d'assises devraient siéger de manière quasi permanente et ne pourraient plus en fait connaître des autres délits pour lesquels elles sont compétentes. Il est évident que la cour d'assises n'est pas la structure indiquée, ni la plus efficace, pour les délits racistes commis par la voie de la presse.

*
* * *

M. Van den Eynde souligne que son groupe ne se compose pas de racistes. Il exècre le racisme. Le racisme consiste à ce que des personnes ou des groupes de personnes soient discriminés, voire haïs, en raison de leur origine. En revanche, militer pour sa propre identité, comme le fait son parti, est une chose totalement différente. C'est précisément l'inverse du racisme, qui vise à détruire culturellement ou physiquement l'identité des autres. Son parti défend son programme de manière conséquente et n'est pas en contradiction avec lui-même. C'est cependant le cas des autres partis, qui se sont fixé comme unique but d'éliminer son parti. Des voix s'élèvent même en faveur d'une interdiction pure et simple de ce parti, ce que, selon l'intervenant, l'opinion publique n'acceptera en aucune manière.

M. Van den Eynde attire l'attention sur les développements de la proposition, qui précisent qu'« une protection particulière de cette valeur [la tolérance]

gen van het gerecht doen het gevaar van politisering, wat de benoeming van de magistraten betreft, immers niet afnemen.

Wanneer het voorstel wordt aanvaard, wordt het begrip « racisme » door de huidige meerderheid in de Grondwet ingevoerd. Het begrip wordt evenwel niet gedefinieerd zodat talrijke en uiteenlopende interpretaties mogelijk zijn, wat een groot gevaar voor de democratische instellingen kan betekenen. Wanneer men de zogenaamde « vijanden van de democratie » de democratische middelen ontzegt, neemt men zelf een ondemocratische houding aan. De democratie is immers één en ondeelbaar.

*
* * *

De heer Eerdekkens begrijpt niet waarom de partij van de vorige spreker dermate bevreesd is voor dit voorstel. Haar aanhangers beweren immers toch niet racistisch te zijn. Zij zeggen de ware verdedigers van de democratie en de persvrijheid te zijn. Waarom verzetten zij zich dan zo tegen het voorstel ? Zijn zij dit evenwel niet, dan valt hun bevreesdheid te begrijpen. Die partij verdedigt het huidig stelsel omdat het een feitelijke strafeloosheid impliceert wanneer, via de pers, racistische misdrijven worden gepleegd. De meerderheid is helemaal niet bevreesd van het oordeel van een volksjury. De grote aantallen racistische persmisdrijven die worden gepleegd zouden er echter toe leiden dat de hoven van assisen quasi permanent zitting zouden moeten houden en feitelijk geen kennis meer zouden kunnen nemen van de andere misdrijven waarvoor zij bevoegd zijn. Het is duidelijk dat het hof van assisen voor racistische drukpersmisdrijven niet de aangewezen, de meest doeltreffende, structuur is.

*
* * *

De heer Van den Eynde onderstreept dat zijn partij niet uit racisten bestaat. Hijzelf verfoet het racisme. Racisme komt erop neer dat personen of een groep personen worden gediscrimineerd, of zelfs gehaat, omwille van hun afkomst. Zich inzetten voor zijn eigen identiteit, zoals zijn partij doet, is daarentegen iets volledig anders. Dit is juist het tegenovergestelde van racisme, dat er op gericht is de identiteit van anderen cultureel of fysiek te vernietigen. Zijn partij verdedigt consequent haar eigen programma en is niet in tegenspraak met zichzelf. Dit is echter wel het geval voor de andere partijen die zich als enig doel hebben gesteld zijn partij te elimineren. Er gaan zelfs stemmen op de partij eenvoudigweg te verbieden, iets wat de publieke opinie, volgens de spreker, helemaal niet zal aanvaarden.

De heer Van den Eynde vestigt de aandacht op de toelichting bij het voorstel die stelt dat « Wegens de nefaste gevolgen die onverdraagzaamheid in het ver-

s'impose vu les effets néfastes que l'intolérance a eu par le passé et qu'elle pourrait encore avoir à l'avenir » (Doc. n° 1936/1, p. 4). Il est parfaitement exact que l'intolérance pourra encore exister à l'avenir. Le passé regorge sans conteste d'exemples d'effets néfastes de l'intolérance. Il suffit de rappeler le massacre des Cathares ordonné, dans la France médiévale, par le roi de France. L'intolérance s'observe du reste, tout au long de l'histoire, dans tous les camps : des persécutions catholiques menées, au XVI^e siècle, par l'Inquisition aux idéologies du nazisme et du communisme, en passant par la Révolution française. Se réclamant de certaines idées, et même des droits de l'homme, l'intolérance était parfois particulièrement virulente.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 150 de la Constitution, l'intervenant fait observer qu'un sénateur appartenant à un des partis de la majorité avait refusé, à l'époque, de voter la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, parce qu'elle allait à l'encontre de sa conscience de juriste et qu'elle réprimait la pensée. Ainsi que la plus haute autorité religieuse l'a déjà souligné, le droit à l'erreur existe bel et bien. Nul ne peut dès lors être jugé en raison de ses idées : il a la liberté d'opinion. La proposition à l'examen constitue une première étape vers le totalitarisme, un système qui punit ceux qui pensent. Si l'on vise aujourd'hui le racisme, on s'en prendra demain à des idéologies telles que le socialisme, le libéralisme, etc.

La liberté de pensée, de parole et d'écriture doivent être garanties intégralement. Il est inadmissible de prévoir des exceptions, car dans ce cas, il n'y a plus de liberté. On ne peut être un petit peu libre.

Tout comme l'intervenant précédent de son groupe, M. Van den Eynde souligne que, jusqu'à présent, il n'a pas été prouvé que les tracts et les écrits de son parti étaient racistes. On ne cesse pourtant de le répéter. Les autres partis ont probablement peur du message, qui répond souvent au sentiment de la population. En fait, l'objectif poursuivi par les autres partis est électoral : il s'agit d'éliminer le concurrent politique. En outre, c'est depuis que son parti a mené sa propre campagne à Bruxelles qu'il fait l'objet des attaques les plus virulentes, émanant principalement des socialistes francophones.

Les auteurs de la proposition à l'examen affirment agir au nom du peuple, mais leur proposition vise précisément à supprimer le jury populaire dans certains cas. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'au début du siècle passé, le Constituant considérait que le jugement du peuple était la meilleure garantie pour protéger la liberté de la presse. Même dans le courant des années trente, alors que la démocratie était effectivement menacée, aucune mesure

leden heeft gehad en in de toekomst nog kan hebben, is een bijzondere bescherming van de verdraagzaamheid vereist » (Stuk n° 1936/1, blz. 4). Het is zeer juist dat in de toekomst onverdraagzaamheid nog zal kunnen bestaan. Het verleden bezit zonder enige twijfel overvloedige voorbeelden van de nefaste gevolgen van onverdraagzaamheid. Men denke maar aan de afslachting van de Katharen — in opdracht van de Franse koning — in het middeleeuwse Frankrijk. De onverdraagzaamheid was in de loop van de geschiedenis overigens terug te vinden in alle kampen : van de katholieke vervolgingen in de XVI^e eeuw door de Inquisitie, over de Franse revolutie, tot de ideologieën van het nazisme en het communisme. In naam van bepaalde ideeën, zelfs in naam van de rechten van de mens, tierde de onverdraagzaamheid soms bijzonder hevig.

Meer in het bijzonder wat artikel 150 van de Grondwet betreft, wijst de spreker erop dat een senator van een meerderheidspartij destijds weigerde de wet tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, goed te keuren omdat zij niet in overeenstemming was met zijn geweten van jurist, en omdat zij « het denken beteugelde ». Zoals ook de hoogste kerkelijke overheid reeds heeft benadrukt, bestaat er daadwerkelijk een recht op dwaling. Niemand kan bijgevolg worden beoordeeld op grond van zijn gedachten : de gedachten zijn vrij. Het voorstel is een eerste stap in de richting van het totalitarisme, een systeem waarin het denken wordt bestraft. Vandaag gaat het om het racisme, morgen heeft men een ideeëngood zoals het socialisme, het liberalisme, en dergelijke in het vizier.

De vrijheid van denken, spreken en schrijven dient integraal te worden gegarandeerd. Het is uit den boze er uitzonderingen op in te stellen, want dan bestaat er immers geen vrijheid meer. Men kan niet een beetje vrij zijn.

De heer Van den Eynde treedt de vorige spreker van zijn fractie bij wanneer die erop gewezen heeft dat tot op heden nog nooit werd aangetoond dat de pamfletten en geschriften van zijn partij racistisch zouden zijn. Men doet wel niets anders dan dit steeds maar herhalen. Waarschijnlijk zijn de andere partijen bang van de boodschap die dikwijls beantwoordt aan wat bij de bevolking leeft. De bedoeling van de andere partijen is in feite electoraal : de politieke concurrent moet worden uitgeschakeld. Bovendien is het sinds die partij in Brussel aan een eigen campagne is begonnen, dat de aanval tegen haar in alle hevigheid werd ingezet, vooral vanuit Franstalige socialistische hoek.

De indieners van het voorstel beweren in naam van het volk te handelen maar door hun voorstel willen zij juist de volksjury in bepaalde gevallen uitschakelen. Er mag echter niet worden vergeten dat de opstellers van de Grondwet in het begin van de vorige eeuw, ervan overtuigd waren dat het oordeel van het volk de beste garantie vormde voor de bescherming van de vrijheid van drukpers. Zelfs tijdens de jaren dertig van deze eeuw, toen de democratie

n'a jamais été prise en vue de limiter la compétence de la cour d'assises pour tous les délits de presse.

M. Van den Eynde ajoute que les recours introduits en justice contre le caractère raciste de son parti n'ont jamais abouti. Il s'ensuit que l'on tente de l'atteindre par une autre voie.

L'isolement politique auquel son parti est acculé par les autres témoigne d'un mépris fondamental pour les très nombreux électeurs dont il a recueilli les suffrages. C'est aussi un pas dans la voie du totalitarisme, instauré au nom de la démocratie. En tant qu'électeur, l'homme de la rue ne suivra pas ce raisonnement et attribuera la responsabilité de cette intolérance aux autres partis. Apparemment, les partis flamands de la majorité se livrent à ce petit jeu pour satisfaire leurs alliés francophones. À Bruxelles surtout, une campagne hystérique est menée contre son parti, par crainte qu'il engrange des voix qui se portent généralement sur les partis francophones. On ne tient pas compte de 15 % d'électeurs flamands. Il est déplorable de constater que les partis flamands amputent eux-mêmes la démocratie et sont les artisans d'un retour à l'Ancien régime, et ce, précisément au nom de la démocratie. L'atteinte portée à l'unique parti flamand encore vraiment radical contribuera à désagréger encore davantage la majorité flamande, ce qui ouvrira la porte à de nouvelles concessions aux francophones.

*
* * *

M. Laeremans fait état de ce que son groupe averti la presse du danger que fait courir la présente proposition pour la démocratie et pour la liberté d'expression. Ce danger est encore plus grand que lors du vote de la proposition de loi relative au financement des partis.

Il craint que certaines personnes soient de mauvaise foi lorsqu'ils défendent cette proposition. Leur réelle intention est de disposer d'une arme ultime permettant la mort politique de son parti au cas où celui-ci gagnerait les élections à Bruxelles. L'orateur ignore si cette réelle intention de liquider son parti a été discutée en profondeur. Les discussions préalables se sont tenues à huis clos et n'ont été reprises dans aucun rapport. Cette façon de travailler au sein du parlement est entièrement anti-démocratique, ce qui est d'autant plus étonnant qu'elle émane de partis qui se disent démocratiques.

On affirme toujours que son groupe n'est pas démocratique et est raciste. Ceci a déjà été à plusieurs reprises publié dans la presse. Pour sa part, il déclare que son groupe est absolument démocratique. Il n'existe aucun élément qui permet d'affirmer le contraire. Le fait que son parti s'oppose à la participa-

effectief gevaar liep, heeft men nooit stappen ondernomen om de bevoegdheid van het hof van assisen, voor alle drukpersmisdrijven, te beperken.

De heer Van den Eynde voegt daaraan toe dat de rechtsgedingen die tegen het racistische karakter van zijn partij werden aangespannen, nooit resultaat hebben gehad. Het gevolg is dat men haar op een andere wijze probeert te treffen.

De politieke isolering waarin de andere partijen zijn partij doen belanden, getuigt van een fundamenteel misprijzen voor het groot aantal kiezers dat voor zijn partij heeft gestemd. Ook dat is een stap naar het totalitarisme, zogenaamd in naam van de democratie. De gewone man zal, als kiezer, deze redenering niet volgen en de schuld voor die onverdraagzaamheid bij de andere partijen leggen. Blijkbaar doen de Vlaamse meerderheidspartijen dit om hun Franstalige bondgenoten terwille te zijn. Vooral in Brussel wordt een hysterische campagne tegen zijn partij gevoerd, uit electorale vrees dat stemmen van de Franstalige partijen zullen worden afgesnoept. Hierdoor wordt met 15 % van de Vlaamse kiezers geen rekening gehouden. Het is betreurenswaardig te moeten vaststellen dat Vlaamse partijen zelf de democratie terugschroeven en een terugkeer naar het Ancien Régime bewerkstelligen, juist in naam van de democratie zelf. De aantasting van de nog enige Vlaams radicale partij zal de Vlaamse meerderheid nog verder doen afbrokkelen, waardoor het hek van de dam is voor verdere toegevingen aan de Franstaligen.

*
* * *

De heer Laeremans laat weten dat zijn fractie de pers heeft ingelicht over de gevaren die dit voorstel kan meebrengen voor de democratie en de vrije meningsuiting. Dat gevaar is nu nog groter dan bij de stemming over het wetsvoorstel inzake de partijfinanciering.

Hij vreest dat bepaalde verdedigers van dit voorstel te kwader trouw handelen. In werkelijkheid willen zij over een ultiem wapen beschikken om zijn partij politiek het zwijgen op te leggen, mocht zij de verkiezingen in Brussel winnen. De spreker weet niet of die werkelijke bedoeling om zijn partij te liquideren diepgaand is besproken. De voorafgaande besprekkingen hebben met gesloten deuren plaatsgevonden en zijn in geen enkel verslag opgenomen. Het is volslagen ondemocratisch de parlementaire werkzaamheden op een dergelijke manier te organiseren en bovendien wekt die werkwijze des te meer verwondering, daar zij uitgaat van partijen die zichzelf democratisch noemen.

Onafgebroken wordt zijn fractie als ondemocratisch en racistisch gebrandmerkt. Dat stond ook al verscheidene malen in de pers te lezen. Van zijn kant verklaart hij dat zijn groep honderd procent democratisch is. Geen enkel element bewijst het tegendeel. Het verzet van zijn partij tegen de deelname

tion de certains aux élections communales et fédérales est considéré comme raciste. Ce raisonnement est étrange car, il y a peu, la majorité des partis y était également opposée.

M. Laeremans remarque qu'on est en train de mettre en place tout un appareil pour anéantir son groupe politique. Après avoir touché au financement des partis, on met en place la censure. L'article 25 de la Constitution doit être lu conjointement avec l'article 150 de la Constitution. Par la présente révision de l'article 150, on porte atteinte à l'article 25 qui prévoit notamment que « la presse est libre; la censure ne pourra jamais être établie ».

Récemment, sans qu'un cadre légal ne soit voté, un accord a été conclu entre le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et la direction de La Poste. Même si cela n'est pas expressément mentionné dans l'accord, il y va en réalité des écrits de son groupe.

Dorénavant, lorsque des facteurs constatent l'existence d'écrits pouvant mener à des discriminations, ils les transmettent à leur hiérarchie qui à son tour, les adresse pour avis au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Ce dernier rend un avis dans les 48 heures. Il revient alors à la hiérarchie de La Poste de décider si elle distribue le courrier en question. Une nouvelle mission est de la sorte confiée aux facteurs, à savoir la lecture des imprimés qu'ils ont à distribuer. Une telle procédure va plus loin que ce qui est prévu par la loi de 1981. Un tract qui traite du droit de vote des citoyens européens pourrait de la sorte être traité comme étant raciste. Citant le Professeur Velaers, il précise que ce n'est qu'après la diffusion d'un écrit litigieux que le juge peut être amené à intervenir à titre répressif. Le juge n'intervient jamais avant la publication de l'écrit. On se trouve dès lors devant une nouvelle forme de censure. M. Laeremans rappelle par ailleurs qu'un tarif préférentiel est en vigueur en période électorale (1,75 franc). Si son groupe se voit obligé de s'adresser à des firmes privées suite au refus de distribution de La Poste, il sera à nouveau victime d'une discrimination. Cet accord n'est pas neutre. On aurait encore pu parler du maintien d'un état de droit si le facteur soumettait le courrier litigieux à un juge indépendant. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme s'érige en juge alors qu'il ne cesse d'utiliser tous les moyens pour porter atteinte à son groupe en exerçant notamment des pressions dans la presse. Un terme est lentement mis à l'actuel régime parlementaire. Tout tract émanant de n'importe quel parti pourrait à l'avenir être retenu par un facteur ne partageant pas les idées défendues dans le tract.

van bepaalde personen aan de verkiezingen op gemeentelijk en op federaal niveau, wordt als racistisch bestempeld. Het betreft hier een eigenaardige redenering, want tot voor kort waren ook de meeste andere partijen daartegen.

De heer Laeremans merkt op dat wordt gewerkt aan een omvattende regeling om zijn fractie uit te schakelen. Eerst werd aan de partijfinanciering gesleuteld, nu wordt censuur ingevoerd. Artikel 25 van de Grondwet staat in verband met artikel 150 van de Grondwet. Met de huidige herziening van artikel 150 wordt afbreuk gedaan aan artikel 25, dat met name bepaalt dat de drukpers vrij is en dat censuur nooit kan worden ingevoerd.

Onlangs heeft het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding met de directie van De Post een overeenkomst gesloten, zonder dat daartoe eerst een wettelijk raamwerk werd goedgekeurd. Die overeenkomst slaat in werkelijkheid op de geschriften van zijn fractie, ook al wordt dat niet uitdrukkelijk zo gesteld.

Wanneer de postbodes voortaan vaststellen dat bepaalde geschriften tot discriminatie aanleiding kunnen geven, spelen zij die door aan hun hiërarchische meerderen, die ze op hun beurt voor advies voorleggen aan het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. Dat spreekt zich binnen achtenveertig uur uit, waarna het de directie van De Post toekomt te beslissen of de bezorging van de stukken in kwestie al dan niet doorgaat. Aldus krijgen de postbodes er een nieuwe opdracht bij en zullen zij met name het door hen te bezorgen drukwerk ook moeten lezen. Een dergelijke procedure gaat verder dan wat bij de wet van 1981 werd vastgelegd. Een pamflet over het kiesrecht van Europese burgers zou op die manier als racistisch kunnen worden bestempeld. De spreker haalt terzake professor Velaers aan en preciseert dat de rechter pas kan worden gevraagd om repressief op te treden nadat een betwist geschrift werd verspreid. De rechter komt nooit tussenbeide vóór de publicatie van het geschrift. Het betreft hier dus een nieuwe vorm van censuur. Voor het overige herinnert de heer Laeremans eraan dat tijdens de verkiezingsperiode een gunsttarief geldt (1,75 frank). Zo De Post weigert het drukwerk van zijn fractie te bezorgen en zo die derhalve een beroep moet doen op privé-firma's, wordt zij een tweede maal gediscrimineerd. Deze overeenkomst is niet neutraal. Zo de postbode het betwiste drukwerk aan een onafhankelijke rechter had moeten voorleggen, was wel nog sprake geweest van eerbied voor de rechtstaat. Nu matigt het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding zich de hoedanigheid van rechter aan, terwijl het zijn fractie voortdurend en met alle middelen schade tracht te berokkenen, met name door druk uit te oefenen via de pers. Het huidige parlementaire bestel begint te tanen. In de toekomst zal een pamflet van ongeacht welke partij kunnen worden tegengehouden, zo de betrokken postbode het niet eens is met de standpunten die erin worden verdedigd.

M. Laeremans met dès lors tous les partis flamands en garde contre ce danger. Il annonce que tout refus de distribution des tracts de son parti sera poursuivi en justice. Par cette procédure, on empêche son groupe de pouvoir informer la population de la dérive actuelle.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 150 de la Constitution, l'orateur rappelle que ce pays avait la réputation d'avoir une Constitution très libérale pour des motifs historiques. Il évoque également les articles 10 et 11 qui, en raison de la révision proposée de l'article 150, sont également touchés. Il se déclare pour sa part très attaché à la liberté de la presse, en raison de ses convictions démocratiques. À cet égard, il se réfère aux actes du colloque « Justice et Médias » organisé au Sénat les 7, 8 et 9 décembre 1995 et cite un extrait de la contribution du professeur Velaers qui écrit :

« Dit beschermingssysteem houdt nu al 165 jaar stand. Ongetwijfeld met vallen en opstaan. De grondwettelijke bepalingen zijn soms — op een ons inziens betwistbare wijze — restrictief toegepast.

In die mate zelfs dat men geneigd is te denken dat onze generatie niet meer unaniem geneigd is om de waarden die in de grondwet besloten liggen, te blijven verdedigen. Wij zijn nog steeds de eersten om te bevestigen dat het democratisch gehalte van een staat, recht evenredig is met de mate waarin de pers ruimte krijgt om haar rol te spelen van « watchdog van de democratie », die de andere machten, inclusief de rechterlijke macht, behoort te controleren. Ieder is het wellicht nog steeds eens met de stelling dat het eminent belang van de persvrijheid voor de democratie vergt dat de pers « ought to be overprotected in order not to be underprotected ». In een democratie is het beter de pers te veel te beschermen, dan te weinig. Maar zijn we ook nog bereid om, precies daarom, eerder te leven met de risico's van de vrijheid, dan met de risico's van de censuur ? Zijn we ook nog bereid om de pers die extra bescherming te geven, die het hof van assisen duidelijk nu al 165 jaar heeft geboden ? ».

(« Vrijheid en verantwoordelijkheid » : deux grondwettelijke waarden, enkele beschouwingen over artikelen 25 en 150 van de Grondwet, blz. 82).

Toute liberté a ses dangers en elle-même mais les avantages de la démocratie sont beaucoup plus importants que ceux de la dictature ou du communisme.

Le professeur Velaers a prôné pour ces risques. Le groupe de travail a quant à lui, choisi une autre voie en proposant d'ajouter à l'article 150 les termes suivants : « à l'exception des délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie ». Ces termes ont un champ d'application beaucoup plus vaste que ceux retenus par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. Il est très dangereux d'élargir le champ d'application de la notion racisme car elle pourrait également viser par exemple, la circulaire du ministre flamand Peeters du 16 décembre 1997 relative à

Daarom waarschuwt de heer Laeremans alle Vlaamse partijen voor dat gevaar. Hij kondigt aan dat zijn partij bij iedere weigering om haar pamflets te bezorgen, naar de rechtbank zal stappen. Die procedure heeft tot doel zijn fractie te verhinderen de bevolking in te lichten over wat thans misloopt.

Wat meer in het bijzonder artikel 150 van de Grondwet betreft, brengt de spreker in herinnering dat België de reputatie had wegens historische redenen over een zeer liberale Grondwet te beschikken. Hij verwijst eveneens naar de artikelen 10 en 11, die ook onder de voorgestelde herziening van artikel 150 van de Grondwet te lijden zullen hebben. Als overtuigd democraat is de spreker zelf sterk aan de persvrijheid gehecht. In dat verband verwijst hij naar de handelingen van het colloquium « Justitie en Media », dat op 7, 8 en 9 december 1995 in de Senaat werd gehouden, en waaruit hij een passage uit de bijdrage van professor Velaers citeert :

« Dit beschermingssysteem houdt nu al 165 jaar stand. Ongetwijfeld met vallen en opstaan. De grondwettelijke bepalingen zijn soms — op een ons inziens betwistbare wijze — restrictief toegepast.

In die mate zelfs dat men geneigd is te denken dat onze generatie niet meer unaniem geneigd is om de waarden die in de grondwet besloten liggen, te blijven verdedigen. Wij zijn nog steeds de eersten om te bevestigen dat het democratisch gehalte van een staat, recht evenredig is met de mate waarin de pers ruimte krijgt om haar rol te spelen van « watchdog van de democratie », die de andere machten, inclusief de rechterlijke macht, behoort te controleren. Ieder is het wellicht nog steeds eens met de stelling dat het eminent belang van de persvrijheid voor de democratie vergt dat de pers « ought to be overprotected in order not to be underprotected ». In een democratie is het beter de pers te veel te beschermen, dan te weinig. Maar zijn we ook nog bereid om, precies daarom, eerder te leven met de risico's van de vrijheid, dan met de risico's van de censuur ? Zijn we ook nog bereid om de pers die extra bescherming te geven, die het hof van assisen duidelijk nu al 165 jaar heeft geboden ? ».

(« Vrijheid en verantwoordelijkheid » : deux grondwettelijke waarden, enkele beschouwingen over artikelen 25 en 150 van de Grondwet, blz. 82).

In elke vrijheid schuilt ook een gevaar, maar de voordelen van de democratie zijn veel groter dan die van een dictatoriaal of een communistisch bestel.

Professor Velaers heeft er de voorkeur aan gegeven met die risico's te leven. De werkgroep heeft daarentegen een andere oplossing voorgesteld, door aan artikel 150 de volgende zinsnede toe te voegen : « met uitzondering van de door racisme of xenofobie ingegeven persmisdrijven ». Die formulering is heel wat ruimer dan de bewoordingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden. De uitbreiding van de toepassingssfeer van het begrip « racisme » kan zeer verstrekkende gevolgen hebben, bijvoorbeeld ook voor de omzendbrief van Vlaams minister

l'emploi des langues dans les administrations communales de la Région de langue néerlandaise.

Le membre se réfère ensuite à l'avis rendu par le Conseil d'État sur la proposition de loi du sénateur Erdman tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste (Doc. Sénat n° 472/1). Le Conseil d'État a formulé de sévères critiques sur ce texte : « Établir une distinction entre les délits de presse à caractère raciste et les autres délits de presse viole non seulement l'article 150 de la Constitution, mais également les articles 10 et 11, même considérés isolément. » (Doc. Sénat n° 472/4, p. 5).

On ne peut dès lors réviser l'article 150 de la Constitution sans également réviser les articles 10 et 11. Le principe de l'égalité des Belges est par cette révision limitée manifestement violé.

M. Laeremans cite encore l'extrait suivant de l'avis du Conseil d'État :

« Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelles raisons objectives seules les infractions à la législation antiraciste devraient bénéficier de la nouvelle procédure. » (*ibidem*).

L'orateur est d'avis qu'une nouvelle procédure aurait également pu être envisagée pour les délits en matière de pédophilie. La proposition de loi précise uniquement que les délits à caractère raciste ne sont actuellement pas sanctionnés et qu'il y a lieu dès lors, de remédier à cette situation en créant une nouvelle procédure. Pour le Conseil d'État, « selon l'intitulé de la proposition, le but poursuivi serait d'assurer « une répression effective des délits de presse à caractère raciste ». Il est cependant permis de penser qu'une répression effective des délits doit être assurée en toute matière. » (*op. cit.* p. 6). Le problème qui se pose se situe uniquement au niveau de la complexité de la procédure devant la cour d'assises. L'intervenant rappelle que la Chambre vient d'adopter une proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle et l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises (Doc. Chambre n° 1085/15 et 1954/1). Il propose dès lors d'attendre la mise en application de ces nouvelles dispositions avant d'examiner une éventuelle révision de l'article 150 de la Constitution.

M. Laeremans cite un dernier passage de l'avis du Conseil d'État : « Tout d'abord, « le but premier de la procédure sommaire est d'accélérer autant que possible l'instruction de la cause devant la Cour d'assises ». La distinction entre les délits de presse et les autres crimes, d'une part, entre les délits de presse à caractère raciste et les autres, d'autre part, ne se justifie pas au regard de ce but. La considération que

Peeters van 16 december 1997, inzake het taalgebruik in de gemeentebesturen in het Nederlandse taalgebied.

Vervolgens verwijst het lid naar het advies van de Raad van State over het wetsvoorstel van senator Erdman dat strekt tot het invoeren van een summiere rechtspleging voor het hof van assisen om daadwerkelijke bestrafting van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstelligen (Stuk Senaat n° 472/1). De Raad van State heeft op die tekst strenge kritiek geuit : « Een onderscheid maken tussen racistische persmisdrijven en andere persmisdrijven houdt niet alleen een schending in van artikel 150 van de Grondwet (...), maar ook van de artikelen 10 en 11, zelfs afzonderlijk beschouwd. » (Stuk Senaat n° 472/4, blz. 5).

Het is dus onmogelijk artikel 150 van de Grondwet te herzien, zonder daar de artikelen 10 en 11 bij te betrekken. Die beperkte herziening drukt duidelijk in tegen het beginsel van de gelijkheid tussen de Belgen.

Vervolgens haalt de heer Laeremans ook het volgende uittreksel uit het advies van de Raad van State aan :

« Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve redenen alleen voor overtredingen van de antiracistische wetgeving de nieuwe procedure zou worden gevuld. » (*ibidem*).

Volgens de spreker had eveneens voor pedofilismisdrijven in een nieuwe procedure moeten worden voorzien. Het wetsvoorstel preciseert alleen dat misdrijven van racistische aard momenteel niet worden gestraft en dat die leemte dus moet worden opgevuld door een nieuwe procedure in te stellen. Volgens de Raad van State « [zou] luidens het opschrift van het voorstel [...] het volgende doel worden nagestreefd : « daadwerkelijke bestrafting van racistische drukpersmisdrijven ». Men kan evenwel ervan uitgaan dat voor elke aangelegenheid voorzien behoort te worden in een « daadwerkelijke bestrafting » van strafbare feiten. » (*op. cit.*, blz. 6). Het probleem dat hier rijst, heeft uitsluitend betrekking op de ingewikkeldeheid van de procedure voor het hof van assisen. De spreker herinnert eraan dat de Kamer onlangs een wetsvoorstel heeft goedgekeurd tot wijziging van het Wetboek van strafvordering en van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen (Stukken Kamer n° 1085/15 en 1954/1). Daarom stelt hij voor de tenuitvoerlegging van die nieuwe bepalingen uit te stellen tot eventueel een herziening van artikel 150 van de Grondwet ter besprekking voorkomt.

De heer Laeremans haalt een laatste passage uit het advies van de Raad van State aan: « In de eerste plaats is « de hoofdbedoeling van deze summiere rechtspleging (...) de behandeling voor het hof van assisen zo kort en vlot mogelijk te houden [...]. Gelet op dat doel is het niet gerechtvaardigd een onderscheid te maken tussen enerzijds persmisdrijven en andere misdaden en anderzijds racistische

la proposition constituerait l'amorce d'une réforme plus générale de la procédure d'assises ne suffit pas à rendre la distinction admissible.

Ensuite, les développements de la proposition constatent que, dans la pratique, les délits de presse ne sont plus poursuivis. Ils n'indiquent toutefois pas les raisons de cet état de choses. Celles-ci devraient être précisées afin que l'on puisse apprécier si les délits de presse à caractère raciste se trouvent, de ce point de vue, dans une situation différente. » (*op. cit.* p. 6). La présente proposition ne justifie également pas pourquoi les délits de presse ne sont pas poursuivis. Or, il existe des moyens pour les poursuivre par le biais du collège des procureurs généraux où le ministre de la Justice peut par ailleurs lui-même déterminer des directives.

L'orateur renvoie à la déclaration du procureur du Roi B. Dejemeppe selon laquelle il n'est pas possible de poursuivre les délits de presse devant la cour d'assises. Cette déclaration démontre la crainte du parquet en cette matière. Si on poursuit son groupe devant la cour d'assises, cela signifie que douze jurés vont devoir se prononcer sur ses positions alors que celles-ci, comme par exemple la lutte contre la criminalité ou l'opposition à l'octroi du droit de vote aux étrangers, sont partagées par une partie de plus en plus importante de la population. M. Laeremans défend le principe de la cour d'assises car elle oblige la justice à tenir compte de l'opinion de la population.

Enfin, le Conseil d'État remarque que « les auteurs de la proposition invoquent également, comme raison de l'introduction de la procédure sommaire, la complexité de la procédure et la composition du jury qui ont incité certains à remettre en question l'opportunité de porter les délits de presse devant la cour d'assises. Ici encore, cette justification inciterait à adopter un régime dérogatoire pour tous les délits de presse et pas seulement pour ceux qui ont un caractère raciste. » (*op. cit.* p. 6). Pour le Conseil d'État, seul un régime dérogatoire pour tous les délits de presse est possible.

En conclusion, la présente proposition ne répond à aucune des objections formulées par le Conseil d'État sur la proposition de loi déposée au Sénat. Par ailleurs, la commission n'a pas souhaité recueillir l'avis du Conseil d'État, sachant les objections qu'il soulèverait. Ceci montre le caractère non-démocratique des partis qui soutiennent la présente proposition et leur volonté de porter atteinte à la liberté de la presse.

M. Laeremans examine ensuite les développements de la présente proposition de révision et relève que celle-ci estime qu'« une protection particulière de cette valeur s'impose vu les effets néfastes que l'intolérance a eus par le passé et qu'elle pourrait encore avoir à l'avenir » (p. 4). Il considère pour sa part, qu'il n'y a pas lieu de réviser la Constitution pour des hypothèses qui pourraient se réaliser dans l'avenir.

persmisdrijven en andere persmisdrijven. De bedenking dat het voorstel de aanzet zou zijn tot een meer algemene hervorming van de assisenprocedure, volstaat niet om het gemaakte onderscheid aanvaardbaar te maken.

Vervolgens wordt in de toelichting bij het voorstel vastgesteld dat in de praktijk drukpersmisdrijven niet meer worden vervolgd [...]. De redenen voor die situatie worden evenwel niet opgegeven. Deze zouden moeten worden opgegeven opdat kan worden uitgemaakt of het uit dat oogpunt met racistische persmisdrijven anders gesteld is. » (*op. cit.*, blz. 6). In dit voorstel wordt evenmin gezegd waarom de persmisdrijven niet worden vervolgd. Nochtans is een dergelijke vervolging mogelijk via het College van procureurs-generaal, waarin de minister overigens zelf kan bepalen welke richtlijnen worden uitgevaardigd.

De spreker verwijst naar de verklaring van procureur des Konings B. Dejemeppe, als zou het onmogelijk zijn de persmisdrijven voor het hof van assisen te brengen. Uit die houding blijkt wat het parket terzake vreest : als zijn fractie voor het hof van assisen wordt vervolgd, betekent zulks dat twaalf juryleden zich zullen moeten uitspreken over haar standpunten, terwijl die nu net steeds meer succes boeken bij de bevolking, zeker wat de strijd tegen de criminaliteit en het verzet tegen het stemrecht voor vreemdelingen betreft. De heer Laeremans verdedigt het beginsel dat het hof van assisen terzake bevoegd is, omdat het gerecht aldus wordt verplicht rekening te houden met de standpunten van de bevolking.

Tot slot, zo merkt de Raad van State op, « voeren de stellers van het voorstel als reden voor het instellen van de summiere procedure ook de ingewikkelde procedure aan en de samenstelling van de jury, die bepaalde personen ertoe hebben gebracht te twijfelen aan de opportunité om persmisdrijven voor het hof van assisen te brengen [...]. Ook die rechtvaardiging zou ertoe moeten aanzetten een afwijkingsregeling in te voeren voor alle persmisdrijven en niet alleen voor racistische. » (*op. cit.* blz. 6). De Raad van State ziet dus als enige mogelijkheid de invoering van één afwikkingsregeling voor alle persmisdrijven.

De slotsom is dan ook dat dit voorstel in het geheel niet ingaat op de bezwaren van de Raad van State aangaande het in de Senaat ingediende wetsvoorstel. Voor het overige heeft de commissie de Raad van State niet om een advies willen verzoeken, omdat zij wist welke bezwaren die zou uiten. Daaruit blijkt duidelijk het ondemocratische gehalte van de partijen die dit wetsvoorstel steunen, alsook hun wil om de persvrijheid aan banden te leggen.

Vervolgens buigt de heer Laeremans zich over de toelichting bij dit voorstel tot herziening van de Grondwet, waarin hij leest dat « wegens de nefaste gevolgen die onverdraagzaamheid in het verleden heeft gehad en in de toekomst nog kan hebben, [...] een bijzondere bescherming van de verdraagzaamheid [is] vereist » (blz. 4). Van zijn kant vindt hij het niet nodig de Grondwet te herzien met het oog op

La volonté des auteurs n'est en réalité pas de lutter pour l'avenir mais bien contre l'actuelle activité d'un groupe politique.

L'orateur relève également que la proposition considère qu'« à l'opposé de ce qui se passe généralement pour la plupart des autres délits de presse, dans l'hypothèse de délits de presse à caractère raciste les victimes ne sont pas une personne ou plusieurs personnes mais tout un groupe ou une communauté. » (*ibidem*).

La proposition vise dès lors à maintenir la compétence de la cour d'assises pour un délit de presse commis par une ou plusieurs personnes vis-à-vis d'une ou plusieurs personnes mais non vis-à-vis d'un groupe. Or, c'est précisément pour des délits de presse qui sont diffusés de façon très large, par exemple dans toutes les boîtes aux lettres, qu'on a voulu qu'un jury se prononce afin de garantir au mieux la démocratie. Pour cette raison, le jury doit être maintenu.

Les développements expliquent aussi que « dans la plupart des autres pays européens, le principe du jury n'est pas considéré comme une garantie essentielle pour la liberté de la presse. (...) Une solution qui aurait consisté à retirer de la compétence de la cour d'assises l'ensemble des délits de presse n'a pas été considérée comme souhaitable, en raison du fait que cette solution aurait pu mettre en danger la liberté de la presse et la liberté d'expression » (pp. 4 et 5). Ces deux phrases sont totalement contradictoires.

L'orateur revient ensuite au colloque « Justice et Médias » et à la contribution du professeur Velaers.

Il distingue six arguments dans cette contribution pour s'opposer à la présente proposition.

1. « *De grondwetgever heeft precies die massacom-municatie willen beschermen. Hij wilde dat de publieke opinie zou oordelen wanneer een medium was gebruikt — de pers — dat zich tot die publieke opinie richt* » (op. cit. blz. 91).

Par cet argument, le professeur Velaers répond à la thèse de J. Leman, directeur du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, selon laquelle il est plus facile de poursuivre quelqu'un qui crie que les islamistes sont une menace pour la Belgique plutôt que quelqu'un qui écrit ce même message sur un tract. Selon l'orateur, cette thèse n'est nullement paradoxale. Seules quelques personnes entendent quelqu'un qui crie en rue. Son message s'évapore ensuite. Il appartient dès lors à ces seules personnes d'éventuellement réagir. Lorsque le message est repris sur un tract, on se trouve devant une large communication. Pour M. Velaers, c'est cette large communication que le constituant a voulu protéger.

2. Un deuxième élément soulevé par le professeur Velaers et partagé par l'orateur a trait au procès en assises qui s'est déroulé à Mons le 23 juin 1994. Il écrit :

gevallen die zich in de toekomst zouden kunnen voor doen. In feite is het er de indieners niet om te doen de toekomst veilig te stellen, maar veeleer de huidige activiteiten van een politieke fractie te fnuiken.

De spreker merkt tevens op dat het voorstel ervan uitgaat dat « anders dan bij de meeste andere drukpersmisdrijven (...) slachtoffers van racistische drukpersmisdrijven een hele groep of gemeenschap en niet één of enkele individuen [zijn] » (*ibidem*).

Daarom strekt het voorstel ertoe de bevoegdheid van het hof van assisen te behouden voor een drukpersmisdrijf dat door een of meer personen wordt begaan tegen een of meer personen, maar niet tegen een groep. Men wilde evenwel dat precies over drukpersmisdrijven die op erg ruime schaal worden begaan, bijvoorbeeld door publicaties in alle brievenbussen te deponeren, een jury uitspraak zou doen, opdat de democratie zo goed mogelijk wordt gewaarborgd. Om die reden moet de jury worden behouden.

De toelichting legt tevens uit dat « de juryrechtspraak (...) in de meeste andere Europese landen niet als wezenlijk voor de persvrijheid [wordt] beschouwd. (...) Een algemene ont trekking van de drukpersmisdrijven aan de bevoegdheid van het hof van assisen wordt uitdrukkelijk niet wenselijk geacht omdat dit de persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting in het gedrang dreigt te brengen » (blz. 4 en 5). Die twee zinnen zijn volstrekt elkaars tegengestelde.

De spreker komt vervolgens terug op het senaatscolloquium over justitie en media en op de bijdrage van professor Velaers.

Hij onderscheidt in die bijdrage zes argumenten om zich tegen dit voorstel te verzetten.

1. « *De grondwetgever heeft precies die massacom-municatie willen beschermen. Hij wilde dat de publieke opinie zou oordelen wanneer een medium was gebruikt — de pers — dat zich tot die publieke opinie richt* » (op. cit. blz. 91).

Met dat argument antwoordt professor Velaers op de stelling van J. Leman, directeur van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, volgens wie het gemakkelijker is iemand te vervolgen die roeft dat de islamisten een bedreiging vormen voor België dan iemand die dezelfde boodschap op een pamflet schrijft. Volgens de spreker is die stelling geenszins paradoxaal. Iemand die op straat roeft wordt slechts door enkele personen gehoord. De boodschap van die persoon vervliegt vervolgens. Het behoort dan ook die enkele personen toe eventueel te reageren. Wanneer de boodschap op een pamflet staat, hebben we met ruime communicatie te maken. Voor de heer Velaers heeft de grondwetgever die ruime communicatie willen beschermen.

2. Een tweede element dat door professor Velaers ter sprake wordt gebracht en waarmee de spreker het eens is, betreft het assisenproces dat op 23 juni 1994 in Bergen plaatshad. De professor schrijft :

« Het feit dat het hof van assisen vrijsprak voor het persmisdrijf en slechts veroordeelde wegens het lidmaatschap van een groepering die racisme en xenofobie verkondigt, wijst op zichzelf niet op een slecht functioneren van het hof van assisen. » (ibidem).

3. Le professeur Velaers avance ensuite un troisième élément en ces termes : « *De voorstanders van de correctionalisering van inbreuken op de antiracismewet stellen telkens dat het hen er niet om te doen is massaal vervolgingen in te stellen tegen de pers. Wel vinden ze dat het mogelijk moet zijn ernstige aanzetten tot discriminatie, haat of geweld strafrechtelijk te beteuigen. Een strafproces zou een belangrijk effect kunnen hebben op de publieke opinie. Een publieke veroordeling van het racisme zou ten aanzien van de samenleving de norm kracht bijzetten, en aan de slachtoffers duidelijk maken dat het recht aan hun kant staat. Dat alles is volstrekt legitiem. Maar moet men daarop niet antwoorden dat er dan een beter forum voor een dergelijke strafvervolging denkbaar is dan de jury van het hof van assisen, waar vertegenwoordigers van de bevolking zelf de onduldbare inbreuken op de antiracismewet kunnen veroordelen ?* » (op. cit., pp. 91-92).

M. Laeremans considère que cet argument est très fort vu que dans ce cas, c'est la population qui publiquement apprécie le caractère raciste ou non du tract. L'actuel fossé qui réside entre la Justice et le citoyen est de la sorte réduit.

4. Un quatrième élément que l'orateur considère comme le plus important est rédigé en ces termes : « *De bevoegdheid van het hof van assisen inzake persmisdrijven en politieke misdrijven blijft ons inziens een waarborg dat men niet te vlug zal zwaaien met de antiracismewet.*

Alleen wanneer de inbreuk op de wet dermate manifest is dat men mag verwachten dat de jury geen gehoor zal verlenen aan argumenten over het belang van de vrije meningsuiting en de persvrijheid, zal men het erop wagen naar het hof van assisen te gaan. Ook, en misschien zelfs vooral, inzake antiracisme is het aangewezen dat de strafrechtelijke beteugeling de hoge uitzondering zal blijven. » (op. cit. p. 92). M. Velaers poursuit en ces termes : « *Een al te ruime en frequente toepassing van de antiracismewet op de pers, zou in bepaalde gevallen een bedreiging kunnen inhouden van het publieke debat over de multiculturele samenleving.* » (ibidem).

Ceci constitue pour l'orateur le danger le plus grave. En Flandre, la culture flamande doit rester homogène. Les autres cultures doivent s'adapter à cette homogénéité. Par ailleurs, dans cette discussion générale, personne n'a encore donné de définition de la notion de « racisme ». Néanmoins, la proposition de révision prévoit que les délits de presse inspirés par le racisme ne seront plus renvoyés devant la cour d'assises. Une telle situation est très dangereuse.

5. « *Bij een correctionalisering die beperkt zou blijven tot de antiracismewet rijzen ook vragen met be-*

« Het feit dat het hof van assisen vrijsprak voor het persmisdrijf en slechts veroordeelde wegens het lidmaatschap van een groepering die racisme en xenofobie verkondigt, wijst op zichzelf niet op een slecht functioneren van het hof van assisen. » (ibidem).

3. Vervolgens schuift professor Velaers een derde element naar voren, dat luidt als volgt : « *De voorstanders van de correctionalisering van inbreuken op de antiracismewet stellen telkens dat het hen er niet om te doen is massaal vervolgingen in te stellen tegen de pers. Wel vinden ze dat het mogelijk moet zijn ernstige aanzetten tot discriminatie, haat of geweld strafrechtelijk te beteuigen. Een strafproces zou een belangrijk effect kunnen hebben op de publieke opinie. Een publieke veroordeling van het racisme zou ten aanzien van de samenleving de norm kracht bijzetten, en aan de slachtoffers duidelijk maken dat het recht aan hun kant staat. Dat alles is volstrekt legitiem. Maar moet men daarop niet antwoorden dat er dan een beter forum voor een dergelijke strafvervolging denkbaar is dan de jury van het hof van assisen, waar vertegenwoordigers van de bevolking zelf de onduldbare inbreuken op de antiracismewet kunnen veroordelen ?* » (op. cit., blz. 91-92).

De heer Laeremans acht dit een zeer sterk argument, aangezien in dat geval de bevolking in het openbaar een oordeel velt over de al dan niet racistische strekking van het pamflet. Op die manier wordt de bestaande kloof tussen het gerecht en de burger verkleind.

4. Een vierde element, dat voor de spreker het belangrijkste is, luidt als volgt : « *De bevoegdheid van het hof van assisen inzake persmisdrijven en politieke misdrijven blijft ons inziens een waarborg dat men niet te vlug zal zwaaien met de antiracismewet.*

Alleen wanneer de inbreuk op de wet dermate manifest is dat men mag verwachten dat de jury geen gehoor zal verlenen aan argumenten over het belang van de vrije meningsuiting en de persvrijheid, zal men het erop wagen naar het hof van assisen te gaan. Ook, en misschien zelfs vooral, inzake antiracisme is het aangewezen dat de strafrechtelijke beteugeling de hoge uitzondering zal blijven. » (op. cit. blz. 92). Professor Velaers gaat voort als volgt : « *Een al te ruime en frequente toepassing van de antiracismewet op de pers, zou in bepaalde gevallen een bedreiging kunnen inhouden van het publieke debat over de multiculturele samenleving.* » (ibidem).

Dit vormt voor de spreker het grootste gevaar. In Vlaanderen moet de Vlaamse cultuur homogeen blijven. De andere culturen moeten zich aan die homogeniteit aanpassen. Bovendien heeft nog niemand in deze algemene discussie een definitie gegeven van het begrip racisme. Niettemin voorziet het voorstel tot herziening erin dat de door racisme ingegeven drukpersmisdrijven niet meer naar het hof van assisen zullen worden verwezen. Een dergelijke situatie is uitermate gevaarlijk.

5. « *Bij een correctionalisering die beperkt zou blijven tot de antiracismewet rijzen ook vragen met be-*

trekking tot de overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod. Reeds minister Wathélet zei over een dergelijke gedeeltelijke correctionalisering : « Dat lijkt mij zeer eigenaardig. Als een krant zou schrijven dat een bepaalde Marokkaan een « sale étranger » is — zou dit vergrijp gecorrectionaliseerd worden; maar indien de krant schrijft dat de heer X een pedofiel is, wordt dat een zaak voor het assisenhof. ».

Wie onze antiracismewet kent, weet trouwens dat deze nogal selectief is en slechts (...) het aanzetten tot discriminatie en het publiciteit geven aan het voornemen tot discriminatie op grond van ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming strafbaar stelt.

De Belgische wetgever heeft zorgvuldig de « autochtone stammentwisten » buiten het toepassingsgebied van de wet gelaten (...). De ongelijkheid in de antiracismewet van 1981, wil men nu nog versterken door de waarborgen die de pers — in de ruime zin van het woord — sinds 165 jaar in dit land geniet, te verminderen, wanneer het gaat om de toepassing van die wet. » (ibidem).

6. « Vereist de integratie die we van de migranten verwachten ook niet dat zij zich bewust zijn van de ruime bescherming die de persvrijheid in ons land geniet ? » (ibidem).

L'orateur dénonce à cet égard l'attitude du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme qui confond la demande de son groupe pour plus de sécurité avec du racisme. Cette même confusion règne en matière de demande de recrutement réservé à certaines nationalités.

En conclusion, M. Laeremans considère que les positions de son groupe ne sont pas isolées. Elles rejoignent celles du professeur Velaers et également du professeur Senelle. L'association générale des journalistes professionnels de Belgique (AGJPB) et l'association belge des éditeurs de journaux vont aussi dans ce sens.

M. Laeremans envisage ensuite la notion de racisme. Cette notion est selon lui définie de façon beaucoup trop large dans la loi du 30 juin 1981.

Cette loi est rarement appliquée et de ce fait, il existe très peu de jurisprudence sur cette notion. Bien que largement définie, elle était limitée par la nécessité d'une procédure devant la cour d'assises. La présente proposition supprime cette procédure. En conséquence, on risque que chaque procureur du Roi appréciera dorénavant souverainement la notion de racisme.

Dans le dictionnaire Van Dale, la définition suivante est donnée : « *de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en, daaruit voortvloeiend, dat ten aanzien van het ene ras andere maatstaven kunnen (mogen) worden aangelegd dan ten aanzien van het andere.* ».

trekking tot de overeenstemming met het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod. Reeds minister Wathélet zei over een dergelijke gedeeltelijke correctionalisering : « Dat lijkt mij zeer eigenaardig. Als een krant zou schrijven dat een bepaalde Marokkaan een « sale étranger » is — zou dit vergrijp gecorrectionaliseerd worden; maar indien de krant schrijft dat de heer X een pedofiel is, wordt dat een zaak voor het assisenhof. ».

Wie onze antiracismewet kent, weet trouwens dat deze nogal selectief is en slechts (...) het aanzetten tot discriminatie en het publiciteit geven aan het voornemen tot discriminatie op grond van ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming strafbaar stelt.

De Belgische wetgever heeft zorgvuldig de « autochtone stammentwisten » buiten het toepassingsgebied van de wet gelaten (...). De ongelijkheid in de antiracismewet van 1981, wil men nu nog versterken door de waarborgen die de pers — in de ruime zin van het woord — sinds 165 jaar in dit land geniet, te verminderen, wanneer het gaat om de toepassing van die wet. » (ibidem).

6. « Vereist de integratie die we van de migranten verwachten ook niet dat zij zich bewust zijn van de ruime bescherming die de persvrijheid in ons land geniet ? » (ibidem).

De spreker stelt in dat opzicht de houding van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding aan de kaak, dat de vraag van zijn fractie naar meer veiligheid verwart met racisme. Dezelfde verwarring bestaat met betrekking tot het verzoek aanwervingen voor te behouden voor bepaalde nationaliteiten.

Tot besluit is de heer Laeremans van mening dat de standpunten van zijn fractie niet op zichzelf staan. Ze sluiten aan bij die van professor Velaers en ook bij die van professor Senelle. De standpunten van de Algemene Vereniging van beroepsjournalisten in België (AVBB) en van de Association belge d'éditeurs de journaux gaan ook in die zin.

De heer Laeremans neemt vervolgens het begrip racisme onder de loep. Dat begrip werd volgens hem in de wet van 30 juni 1981 veel te ruim gedefinieerd.

Die wet wordt zelden toegepast en daardoor bestaat uiterst weinig rechtspraak over dat begrip. Hoewel het ruim werd gedefinieerd, werd het niettemin beperkt door de noodzaak een procedure op te starten voor het hof van assisen. Dit voorstel schafft die procedure af. Bijgevolg bestaat het gevaar dat elke procureur des Konings voortaan soeverein het begrip racisme gaat beoordelen.

In het woordenboek Van Dale wordt de volgende definitie gegeven : « *de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en, daaruit voortvloeiend, dat ten aanzien van het ene ras andere maatstaven kunnen (mogen) worden aangelegd dan ten aanzien van het andere.* ».

Il souhaite que ce racisme là, ainsi défini, soit combattu, mais telle n'est pas la conception défendue par les signataires de la proposition de révision.

L'intervenant constate par ailleurs qu'actuellement, la notion de racisme est étendue à celle de nationalisme. C'est aller beaucoup trop loin que de dire qu'on se trouve devant du racisme dès qu'un élément de nationalisme est invoqué comme en matière de logement. De cette manière, la notion de racisme est complètement vidée et dès lors, banalisée. Le même phénomène de banalisation se produit avec la notion de démocratie. Tout est antidémocratique et fasciste.

M. Laeremans cite ensuite plusieurs arguments qui viennent étayer son refus des mesures proposées :

1. il est très dangereux de vouloir sanctionner l'expression d'une opinion car cela peut mener à des situations dictatoriales. Cette proposition est contraire à la liberté de parole garantie par la Constitution;

2. la proposition de révision va à l'encontre de la politique menée par le gouvernement flamand qui veut privilégier la nationalité flamande. La préférence ainsi donnée à la nation pourrait tomber sous le champ d'application de la loi du 30 juillet 1981;

3. cette loi sanctionne ceux qui appartiennent à un groupement raciste. Ce critère est très dangereux. Il est certain que dès l'entrée en vigueur de cette proposition de révision, des procès seront intentés à l'encontre de membres de son groupe.

M. Laeremans constate également que la loi du 30 juillet 1981 est toujours utilisée dans le même sens, c'est-à-dire en faveur des étrangers.

Il se réfère enfin, en ce qui concerne la notion de racisme, à une contribution d'Anne Morelli intitulée « Le racisme est-il un élément du conflit entre Flamands et francophones ? » (in Morelli A., Dierickx L. et Lesage D., *Le racisme : élément du conflit Flamands-francophones ?* Labor, Bruxelles, 1998, pp. 145 et suivantes).

Il y a lieu de fortement critiquer cette contribution car à la suivre, le risque existe que dès le vote de la présente révision, le mouvement flamand soit poursuivi pénallement. La définition du racisme qui est donnée par A. Morelli va beaucoup plus loin que celle retenue dans la loi du 30 juillet 1981 :

« Le terme a évolué. Il a pris à une époque la couleur précise de l'antisémitisme et aujourd'hui, il recouvre largement des phénomènes d'allophobie (l'horreur de celui qui est différent).

Son acceptation actuelle implique :

- la généralisation à tout un groupe de comportements, de manières d'être et de penser;
- des mécanismes d'infériorisation d'un groupe par rapport à un autre;

Hij wenst dat dat racisme, zoals het daar wordt gedefinieerd, wordt bestreden, maar dat is niet de opvatting die wordt voorgestaan door de ondertekenaars van dit voorstel tot herziening.

De spreker stelt bovendien vast dat het begrip racisme tegenwoordig wordt uitgebreid tot nationalisme. Het gaat veel te ver te zeggen dat we met racisme te maken hebben zodra een nationalistisch criterium wordt gehanteerd, zoals inzake huisvesting. Op die manier verliest het begrip racisme volledig zijn betekenis en wordt het bijgevolg gebanaliseerd. Hetzelfde fenomeen van banalisering doet zich voor met betrekking tot het begrip democratie. Alles is antideocratiesch en fascistisch.

Vervolgens haalt de heer Laeremans verscheidene argumenten aan om zijn weigering van de voorgestelde maatregelen te staven :

1. het is uiterst gevvaarlijk de uiting van een mening te willen straffen, want dat kan tot dictoriale toestanden leiden. Dit voorstel is strijdig met de door de Grondwet gewaarborgde vrijheid van spreken;

2. het voorstel tot herziening gaat in tegen het door de Vlaamse regering gevoerde beleid, dat het Vlaamse volk wil bevoordelen. De aldus aan de natie gegeven voorkeur zou onder de toepassing van de wet van 30 juli 1981 kunnen vallen;

3. deze wet bestraft degenen die deel uitmaken van een racistische groepering. Dat criterium is zeer gevvaarlijk. Het lijdt geen twijfel dat vanaf de inwerkingtreding van dit voorstel tot herziening processen zullen worden aangespannen tegen leden van zijn fractie.

De heer Laeremans constateert tevens dat de wet van 30 juli 1981 onveranderlijk in dezelfde zin wordt gehanteerd, namelijk in het voordeel van de vreemdelingen.

Wat het begrip racisme betreft, verwijst hij ten slotte naar een bijdrage van Anne Morelli, getiteld « Is racisme een element van het conflict tussen Vlamingen en Walen ? » (in Morelli A., Dierickx L. en Lesage D., *Racisme : een element in het conflict tussen Vlamingen en Franstaligen*, EPO, Berchem, 1998, blz. 146 en volgende).

Die bijdrage moet streng bekritiseerd worden, want, als men er gevolg aan geeft, bestaat het gevaa dat, zodra deze herziening wordt goedgekeurd, de Vlaamse Beweging strafrechtelijk wordt vervolgd. De door A. Morelli gegeven definitie van racisme gaat veel verder dan die welke is opgenomen in de wet van 30 juli 1981 :

« De term is geëvolueerd. Op een bepaald ogenblik betekende hij erg precies « antisemitisme » en van daag slaat hij op zowat alle vormen van allofobie (de angst voor wie anders is).

In zijn huidige betekenis impliceert de term racisme :

- het veralgemenen naar de gehele groep van gedragingen, zijs- en denkwijzen;
- het kleineren van de ene groep door de andere;

— un processus de classement — même institutionnel — des individus en fonction de leur appartenance supposée;

— l'ignorance entretenue de la réalité de l'autre;

— la surévaluation des différences qui nous en séparent;

— le désir d'expulsion de l'autre. ».

M. Laeremans ne peut comprendre qu'on puisse affirmer que de tels critères constituent du racisme.

Au terme de son article, Mme Morelli demande que la loi sur le racisme s'applique également aux partis politiques. La présente révision concrétise cette demande. Elle estime également que la reconnaissance officielle du fait que notre société est multiculturelle pourrait atténuer les conflits entre les deux communautés. M. Laeremans ne peut en aucun cas partager une telle idée.

En conclusion, la définition du racisme donnée dans cet article est beaucoup trop large et constitue un grave danger pour le mouvement flamand. Il faut éviter que ceux qui se battent pour leur propre peuple ne soient sanctionnés. Tout en attirant l'attention des membres sur ce danger, il annonce que l'attention des électeurs sera également attirée sur cette problématique.

*
* * *

Mme Colen fait un exposé sur la liberté d'expression et le délit d'opinion.

Elle se réfère à cet égard à la Constitution des États-Unis et aux dix amendements initiaux à cette Constitution, qui constituent la « *Bill of Rights* ». En vertu de ces dispositions, les citoyens américains sont libres d'avoir leur propre opinion et de l'exprimer ainsi que de la communiquer à d'autres. Il est par conséquent interdit aux autorités américaines d'instaurer un délit d'opinion. Dans le monde anglo-saxon, cette liberté est considérée comme fondamentale : une proposition telle que celle visant à réviser l'article 150 de la Constitution n'aurait dès lors aucune chance d'être adoptée.

Il convient également de s'arrêter, dans le cadre de ce débat, à la déclaration de Voltaire, qui a affirmé que même s'il avait une opinion tout à fait différente de celle d'une autre personne, il défendrait toujours son droit absolu de professer cette opinion.

La démocratie est un système visant à permettre la prise de décisions politiques, la minorité s'inclinant devant la décision de la majorité, mais la majorité devant également respecter les droits élémentaires de la minorité. Un État, une autorité ou toute instance séculière qui se dit démocratique ne dispose pas d'une idéologie ou d'un ensemble immuable de principes politico-philosophiques qui exercent une influence sur le contenu de ses décisions. Le contenu

— een proces van classificatie van personen, zelfs institutioneel, omdat zij zogezegd tot een broep behoren;

— de volgehouden onwetendheid over de realiteit van de anderen;

— de overwaardering van de verschillen die ons scheiden;

— de wil om anderen uit te stoten. ».

De heer Laeremans begrijpt niet dat kan worden gesteld dat dergelijke criteria bepalend zijn voor racisme.

Op het eind van haar artikel vraagt mevrouw Morelli dat de wet op het racisme ook zou worden toegepast op de politieke partijen. De voorliggende herziening gaat in op die vraag. Ze is ook van mening dat de officiële erkenning van het feit dat onze samenleving multicultureel is de conflicten tussen beide gemeenschappen zou kunnen afzwakken. De heer Laeremans kan het met een dergelijke idee geenszins eens zijn.

Ten slotte wordt gesteld dat de in dit artikel gegeven definitie van racisme veel te ruim is en een groot gevaar betekent voor de Vlaamse beweging. Er moet worden vermeden dat degenen die strijd leveren voor hun eigen volk gestraft worden. Terwijl hij de aandacht van de leden op dat probleem vestigt, kondigt hij aan dat ook de aandacht van de kiezers op dat knelpunt zal worden gevestigd.

*
* * *

Mevrouw Colen houdt een uiteenzetting over de vrijheid van meningsuiting en het zogenoemd opiniedelict.

In dat opzicht verwijst zij naar de grondwet van de Verenigde Staten en de tien oorspronkelijke amendements op die grondwet, de « *Bill of Rights* ». Op grond van die bepalingen staat het de Amerikaanse burgers vrij te menen wat zij willen en vrij deze meningen te uiten en aan anderen mee te delen. Het is de Amerikaanse overheid bijgevolg verboden een opiniedelict in te voeren. In de Angelsaksische wereld wordt deze vrijheid als fundamenteel beschouwd : een voorstel als dit tot herziening van artikel 150 van de Grondwet zou er dan ook geen kans maken.

Relevant voor dit debat is ook de uitspraak van Voltaire die stelde dat, alhoewel hij met iemand grondig van mening kon verschillen, hij steeds zijn absoluut recht zou verdedigen deze mening te verkondigen.

Een democratie is een stelsel om tot politieke besluitvorming te komen waarbij de minderheid zich neerlegt bij de beslissing van de meerderheid, maar waarbij de meerderheid tevens de elementaire rechten van de minderheid moet respecteren. Een Staat, overheid, of welke wereldlijke instantie ook die zich erop beroept democratisch te zijn, bezit geen ideologie of vaste verzameling van politiek-filosofische beginselen die haar besluiten inhoudelijk beïnvloeden.

concret des lois et des règles d'une telle démocratie fait l'objet, lors de chaque élection, d'un combat acharné entre des partis opposés. Mme Colen renvoie à cet égard à l'ouvrage intitulé « Comment les démocraties finissent » de l'écrivain français Jean-François Revel⁽¹⁾.

Force est toutefois de constater qu'au cours de la dernière décennie, l'on a de plus en plus eu tendance à considérer la démocratie comme une idéologie en soi. L'exemple par excellence de cet usage impropre du concept de démocratie est la notion de « *political correctness* ». La démocratie est réévaluée en vue d'en arriver à un nivellation total de la société. Dans une telle société, certaines convictions politico-philosophiques sont socialement indésirables et donc politiquement incorrectes. Le professeur Herman De Dijn a attiré l'attention sur cette évolution dans son livre intitulé « *Hoe overleven we de vrijheid ?* » et dans sa contribution aux « *Lessen voor de XXI^e eeuw* »⁽²⁾.

Selon les principes élémentaires de droit qui fondent une démocratie, une loi matérielle doit être, par définition, une prescription universellement obligatoire. L'incrimination des seuls délits de presse et d'opinion revêtant un caractère « raciste » ne répond pas à cette exigence d'universalité. Tous les délits d'opinion et de presse doivent être sanctionnés de la même manière ou ne doivent pas l'être.

Dans la pratique, il sera difficile d'appliquer effectivement la disposition proposée sans tomber dans une société totalitaire, parce que cette application violera les règles internationales et constitutionnelles qui garantissent le droit à une liberté d'expression absolue. Les conséquences de l'instauration d'un délit d'opinion sont incalculables. Il est en effet impossible de faire clairement le départ entre des écrits volontairement insultants et ceux exprimant des opinions sincères.

Pour illustrer la relativité d'une notion telle que le racisme, Mme Colen renvoie à l'affaire Rasoel plaidée aux Pays-Bas.

En 1992, un artiste de cirque d'origine pakistanaise a été condamné à une amende parce que le juge a estimé qu'il était prouvé qu'il était l'auteur d'un ouvrage à caractère raciste intitulé « *De ondergang van Nederland* », publié sous le pseudonyme de Mohamed Rasoel.

Cet ouvrage paru en 1990, qui était offensant pour les musulmans et les Néerlandais ainsi que pour tous les autres étrangers, s'inscrivait dans le prolongement de la proscription (la *fatwa*) prononcée par

⁽¹⁾ Revel, Jean-François, *Comment les démocraties finissent*, Grasset, Paris, 1983.

⁽²⁾ De Dijn, Herman, *Hoe overleven we de vrijheid ?*, Pelckmans, Kapellen, 1984.

De Dijn, Herman, *Het einde van de geschiedenis ?*, dans *Lessen voor de eenentwintigste eeuw*, Presses universitaires, Louvain, 1995, pp. 29-45.

De concrete invulling van wetten en regels van deze democratie is bij elke verkiezing voorwerp van harde strijd tussen tegenovergestelde partijen. Mevrouw Colen verwijst in dit raam naar het werk « *Waarom de democratieën sterven* » van de Franse schrijver Jean-François Revel⁽¹⁾.

De laatste decennia echter stelt men een groeiende evolutie vast in de richting van de democratie als een ideologie *an sich*. De exponent bij uitstek van dit oneigenlijk gebruik van het begrip democratie is de notie *political correctness*. De democratie wordt herijkt naar de totale gelijkschakeling van de maatschappij. In die maatschappij zijn bepaalde politiek-filosofische overtuigingen maatschappelijk ongewenst en dus politiek incorrect. Prof. Herman De Dijn heeft hierop gewezen in zijn boek « *Hoe overleven we de vrijheid ?* » en in zijn bijdrage aan de « *Lessen voor de XXI^e eeuw* »⁽²⁾.

Volgens de elementaire rechtsprincipes in een democratie moet een materiële wet per definitie een algemeen bindend voorschrift zijn. Het strafbaar stellen van enkel zogenaamd racistische opinie- en persdelicten beantwoordt niet aan de vereiste van algemeenheid. Alle opinie- en persmisdrijven moeten op dezelfde wijze worden gesanctioneerd of niet.

De voorgestelde bepaling zal in de praktijk onmogelijk af te dwingen zijn zonder te vervallen in een totalitaire maatschappij omdat internationale en grondwettelijke regels die het recht op absolute vrijheid van meningsuiting waarborgen, worden geschonden. De gevolgen van het invoeren van een opiniedelict zijn niet te overzien. De grens tussen opzettelijk beledigend bedoelde geschriften en oprechte meningen is immers niet te trekken.

Om de betrekkelijkheid van een begrip als racisme te illustreren verwijst mevrouw Colen naar een in Nederland hierover gevoerde rechtszaak, de zogenaamde zaak-Rasoel.

In 1992 werd een Nederlandse circusartiest van Pakistaanse afkomst veroordeeld tot een geldboete omdat het volgens de rechter bewezen was dat hij, schrijvend onder het pseudoniem Mohamed Rasoel, de auteur was van een racistisch boek met als titel « *De ondergang van Nederland* ».

Het voornoemde boek dat beledigend was voor moslims en Nederlanders alsook voor alle andere buitenlanders, verscheen in 1990 als een soort van Nederlands naspel op de door de Iraanse Ayatollah

⁽¹⁾ Revel, Jean-François, *Waarom de democratieën sterven*, Manteau, Antwerpen, 1984.

⁽²⁾ De Dijn, Herman, *Hoe overleven we de vrijheid ?*, Pelckmans, Kapellen, 1994.

De Dijn, Herman, *Het einde van de geschiedenis ?*, in *Lessen voor de eenentwintigste eeuw*, Universitaire pers, Leuven, 1995, blz. 29-45.

l'Ayatollah Khomeiny à l'encontre de Salman Rushdie pour son livre « *Les versets sataniques* » et des discussions qui s'en étaient suivies.

Après la publication, un expert constata que le contenu et le style du livre faisaient immanquablement penser à un écrivain néerlandais célèbre, qui est également chroniqueur dans un grand journal. Il pressentait que c'était lui le véritable auteur, et non Rasoel. La presse a réagi vivement, non contre l'auteur présumé, mais contre l'expert et l'artiste qui avait vraisemblablement été payé par le véritable écrivain pour se faire passer pour l'auteur.

Les constatations de l'expert ont fait apparaître que l'artiste a, en fait, été condamné à tort, parce qu'il ne pouvait être l'auteur, et que le véritable coupable est resté impuni. Pour l'expert en question, il était clair que, lorsqu'un éminent représentant de l'élite littéraire, politique ou journalistique est, selon ses confrères, traité de raciste, ces élites indignées serrent les rangs et attaquent celui qui a mis le problème sur la place publique.

Mme Colen estime qu'un phénomène analogue se produira également en Belgique. Dès lors que l'on adopte des lois qui ne sont pas contraignantes ni objectives, mais qui reposent sur une interprétation subjective, le caractère répréhensible ou punissable de certains actes ou de certaines paroles dépendra de la position sociale ou de l'appartenance politique de l'intéressé.

Les déclarations sur le comportement de demandeurs d'asile seront interprétées différemment selon qu'elles émanent d'un membre du parti de l'intervenant ou du président d'un parti de la majorité. Dans le premier cas, elles seront supposées racistes, dans le second non.

Le procès au cours duquel Rasoel a été condamné était dès lors un procès d'intention : ce ne sont pas les faits qui sont importants, mais l'intention que l'on prête ou souhaite prêter à leur auteur. L'expert néerlandais a utilisé les mots *racisme d'élite* : des faits identiques, des actes identiques, des mots identiques ne seront punissables que pour ceux à qui l'*establishment*, l'élite politico-culturelle, attribue de mauvaises intentions. Dans ces conditions, le racisme est un phénomène n'apparaissant guère ou jamais parmi les élites, mais bien en rue, chez des gens moins formés ou chez des subalternes. Cela veut dire que les élites ont toujours tendance à chercher le racisme ailleurs. Elles sont en effet non seulement censées diriger, mais aussi donner le bon exemple au plan moral, le racisme étant dès lors en contradiction flagrante avec l'image positive qu'elles ont d'elles-mêmes.

C'est pour ces raisons que le parti de Mme Colen s'oppose à la révision proposée de la Constitution. Non pas parce que son parti est raciste, mais parce qu'il craint qu'il soit attribué des intentions racistes et qu'il soit condamné sur cette base. La véritable raison est qu'il constitue une menace pour l'élite en place. C'est pour cela que l'on tente de le museler. On

Khomeiny uitgesproken vogelvrijverklaring van Salman Rushdie (de *fatwa*) voor zijn boek « De Duivelsverzen » en de daarover ontstane discussies.

Na de publicatie stelde een deskundige vast dat de inhoud en de stijl van het boek onmiskenbaar deden denken aan die van een bekend Nederlands schrijver en columnist in een grote krant. Hij vermoedde dat dit de werkelijke auteur was en niet Rasoel. De pers reageerde heftig, niet tegen de vermoedelijke auteur, maar tegen de deskundige en de artiest die waarschijnlijk door de echte schrijver was ingehuurd om zich als auteur voor te doen.

Uit de bevindingen van de deskundige volgde dat de artiest in feite ten onrechte werd veroordeeld, omdat hij niet de auteur kon zijn, en dat de ware schuldige onbestraft bleef. Volgens de betrokken deskundige was het duidelijk dat, wanneer een prominent vertegenwoordiger van de literaire, politieke of journalistieke elite, volgens zijn groepsgenoten, voor racist wordt uitgemaakt, de verontwaardigde rijen zich sluiten en degene die het probleem in de openbaarheid heeft gebracht wordt aangevallen.

Volgens mevrouw Colen zal een soortgelijk fenomeen zich ook in België voordoen. Zodra men wetten goedkeurt die niet algemeen bindend en objectief zijn, maar die berusten op een subjectieve interpretatie, dan zal de laakbaarheid en strafbaarheid van dezelfde daden of woorden afhangen van de maatschappelijke positie of politieke aanhorigheid van de betrokkenen.

Uitspraken over het gedrag van vreemde asielzoekers zullen anders worden geïnterpreteerd al naar gelang zij uit de mond komen van een aanhanger van de partij van de spreekster of van de voorzitter van een meerderheidspartij. In het eerste geval worden zij verondersteld racistisch te zijn, in het tweede niet.

Het proces waarbij Rasoel werd veroordeeld was dan ook een intentieproces : niet de feiten tellen, wel de intentie die men erachter vermoedt of wil vermoeden. De Nederlandse deskundige gebruikte de term *elite-racisme* : dezelfde feiten, dezelfde daden, dezelfde bewoordingen zullen slechts strafbaar zijn bij diegenen aan wie het establishment, de politieke-culturele elite, kwaade bedoelingen toeschrijft. Racisme is dan een verschijnsel dat bij de elites zelf niet of nauwelijks voorkomt, maar wel op straat, bij mensen met een lagere opleiding, of bij ondergeschikten. Dit wil zeggen dat elites de neiging hebben racisme altijd elders te zoeken. Zij worden immers geacht niet alleen leiding te geven, maar ook moreel het goede voorbeeld te geven, en racisme is dan ook volstrekt in tegenspraak met hun positieve zelfbeeld.

Om die redenen verzet de partij van mevrouw Colen zich tegen de voorgestelde herziening van de Grondwet. Niet omdat haar partij racistisch is, maar omdat zij vreest dat haar een racistische intentie zal worden toegedacht en zij op basis daarvan zal worden veroordeeld. De ware reden is dat zij een bedreiging is voor de regerende elite. Daarom wil men haar

tente même de priver du droit d'éligibilité les personnes condamnées pour « racisme ». Le délit d'opinion est instauré, la démocratie abolie.

*
* *

M. Lowie estime qu'il ne fait aucun doute que son parti est en butte à l'intolérance des partis qui ne partagent pas ses opinions. Son parti est toujours qualifié avec mépris de raciste, fasciste, nazi voire révisionniste, parce qu'il est une épine dans le pied des autres partis, qui voient leur position et leurs ambitions menacées par la montée en force des nationalistes flamands.

En accolant les qualificatifs précités à son parti, on tente de semer la confusion afin d'influencer le simple citoyen, l'électeur. C'est la raison pour laquelle l'intervenant estime utile de prouver que les définitions utilisées donnent une fausse image de son parti.

— *Le fascisme* est né dans l'Italie d'après la Première Guerre mondiale. Ce système se caractérise par le principe du chef et le rôle central qui est imparti à l'État. Le fascisme n'est pas une idéologie vraiment nationaliste : le bien suprême est l'appartenance à l'État plutôt qu'à un peuple déterminé. L'intervenant renvoie à cet égard à l'annexion forcée du Tyrol du Sud à l'Italie après la Première Guerre mondiale.

Il existe en tout cas des différences considérables entre le fascisme et le nationalisme flamand. Le parti de l'intervenant est opposé aux sociétés de type totalitaire. Pour l'intervenant, la prise de décision doit se baser sur la souveraineté populaire et, comme en Suisse, il faut organiser des référendums afin de consulter la population sur certains sujets. Le parti de M. Lowie estime que la liberté d'expression est et doit rester intangible. Le président du parti n'est pas un chef absolu. L'État n'est qu'un moyen et n'est certainement pas un but en soi. Le parti de l'intervenant refuse par conséquent l'interventionnisme étatique.

À la lumière de ces précisions, l'attitude des autres partis paraît ambiguë. Un régime tel que celui de la Chine communiste, pourtant responsable de massacres, ne fait l'objet de pratiquement aucune critique, tandis que les supporters d'un parti radical sont traités comme des parias dans leur propre pays.

— *Le nazisme* apparaît en Allemagne dans les années 20. Dans cette idéologie également, la figure du chef occupe une place centrale : le *Führer* incarne l'appareil étatique dans son ensemble. Dans l'Allemagne nazie, l'État intervient dans tous les domaines, y compris les domaines social et économique. Contrairement au fascisme, le nazisme repose sur le principe du peuple; il s'agit d'une sorte d'impérialisme germanique basé sur le postulat de la supériorité du peuple allemand.

monddood maken. Men wil personen die voor « racisme » veroordeeld worden, zelfs het recht ontnemen om zich nog verkiebaar te stellen. Het opiniedelict wordt ingevoerd en de democratie afgeschaft.

*
* *

Volgens *de heer Lowie* lijdt het geen twijfel dat zijn partij het mikpunt is van de onverdraagzaamheid van de andersdenkende partijen. Zijn partij wordt steeds weer gebrandmerkt als racistisch, fascistisch, nazistisch en zelfs revisionistisch, omdat zij een doorn in het oog is van die andere partijen. Hun positie en hun ambities worden immers door de opgang van de Vlaamse nationalisten bedreigd.

Door de voornoemde kwalificaties, die thans de partij van de spreker ten deel vallen, poogt men verwarring te zaaien om de gewone man, als kiezer, te beïnvloeden. Daarom acht de spreker het nuttig te bewijzen dat de gebruikte omschrijvingen een vals beeld van zijn partij ophangen.

— *Het fascisme* vindt zijn oorsprong in het Italië van na de Eerste Wereldoorlog. Het wordt gekenmerkt door het leidersbeginsel en door de centrale rol die aan de Staat wordt toegekend. Het fascisme is niet echt nationalistisch : het behoren tot de Staat — eerder dan tot een bepaald volk — is het hoogste doel. De spreker verwijst in dit kader naar de gedwongen aansluiting van Zuid-Tirol bij Italië na de Eerste Wereldoorlog.

Er bestaan in elk geval aanzienlijke verschillen met het Vlaams nationalisme. Zijn partij is tegen autoritaire samenlevingsvormen. Volgens hem dient de besluitvorming gebaseerd te zijn op de volkssovereiniteit en dienen referenda, zoals in Zwitserland, te worden georganiseerd om de bevolking over bepaalde problemen te consulteren. De partij van de heer Lowie meent dat de vrijheid van meningsuiting onaantastbaar moet zijn en blijven. De partijvoorzitter is er geen leidersfiguur. De Staat is enkel een middel, maar zeker geen doel op zich; het staatsinterventionisme wordt bijgevolg afgewezen.

In dit licht valt de dubbelzinnige houding op van de andere partijen. Ten aanzien van een regime als dat van communistisch China, dat toch verantwoordelijk kan worden gesteld voor massamoorden, wordt zo goed als geen kritiek geformuleerd, terwijl de aanhangers van een radicale partij in eigen land als paria's worden beschouwd.

— *Het nazisme* ontstaat in het Duitsland van de jaren '20. Ook in deze ideologie stond de leidersfiguur centraal : de *Führer* belichaamde het ganse staatsapparaat. In Nazi-Duitsland kwam de Staat op alle terreinen, met inbegrip van het sociale en het economische, tussen. In tegenstelling tot het fascisme werd uitgegaan van het leidersbeginsel, een soort van Duits imperialisme gebaseerd op de idee van de superioriteit van het Duitse volk op de andere.

Dans l'entre-deux-guerres, on assiste dans d'autres pays européens à l'émergence de formations politiques qui cherchent à s'aligner sur le nouvel ordre prononcé par les Allemands. La Grande-Bretagne et la France connaîtront leurs propres mouvements fascistes. En Belgique, des dirigeants tels que Hendrik De Man se sont également prononcés en faveur d'un socialisme national.

Le programme du parti de M. Lowie ne présente aucune des caractéristiques susvisées. Il postule notamment l'égalité des peuples, ce qui ne signifie cependant pas qu'un peuple n'a pas droit à l'indépendance et à un développement autonome.

— Le *racisme* est défini comme la théorie de la hiérarchie des races. Cette théorie justifie, par conséquent, la discrimination d'une race par rapport à une autre. L'intervenant estime que la condamnation de cette théorie ne signifie pas qu'il ne peut exister de différences entre les peuples et les cultures. Dans le courant de pensée actuel, la notion de racisme a toutefois été réduite à un concept totalement négatif, associé à la notion de discrimination.

Même jaugé sur la base de cette définition négative, son groupe n'est absolument pas raciste : chacun a le droit d'être différent. Il est l'expression de l'engagement et de la lutte du nationalisme flamand en faveur de l'avènement d'une république flamande. Son parti est opposé à ce qui menace cet objectif : l'aliénation. C'est dans ce contexte qu'il convient d'interpréter son slogan « *eigen volk eerst* » (notre peuple d'abord), qui ne signifie pas « *eigen volk alleen* » (rien que notre peuple).

Il est erroné de vouloir soutenir à tout prix que tout le monde est égal et doit être traité de manière égale en toutes circonstances ; il s'agit en fait d'un point de vue raciste. De telles vues sont issues des idées développées au siècle des lumières, telles les idées relatives à l'égalité universelle de l'homme. Elles ont été adoptées plus tard par les révolutionnaires français et ont influencé considérablement, au cours du XIX^e siècle, des doctrines telles que le libéralisme et le socialisme. Au XX^e siècle, le communisme a même tenté d'imposer ces idées par la force ; mais par cette obsession, de nombreux régimes communistes se sont rendus coupables de massacres terribles, commis au nom des démocraties prétendument populaires. Dans cet ordre d'idées, la société multiculturelle doit être considérée comme une forme de racisme à l'égard du peuple autochtone, comme une forme de racisme institutionnalisé.

Pour M. Lowie, le nationalisme flamand est totalement étranger au racisme défini ci-dessus. Il s'oppose à un ordre établi qui ne supporte pas qu'on le remette en question et qui l'accuse dès lors de racisme. Le nationalisme flamand n'est pas une doctrine politique ; il est une idéologie qui est aux antipodes de tous les reproches qui lui sont faits et qui est diamétralement opposé aux doctrines absurdes qui prônent

In het interbellum traden ook in andere Europese landen partijen die aansluiting zochten bij de door de Duitsers gepropageerde zogenaamde nieuwe orde, op de voorgrond. Groot-Brittannië en Frankrijk kenden hun eigen fascistische bewegingen. In België spraken bewindsmensen als een Hendrik De Man zich uit voor een nationaal socialisme.

Het programma van de partij van de heer Lowie bezit hoegenaamd geen van de voornoemde kenmerken. Het gaat onder meer uit van de gelijkwaardigheid van de volkeren, wat niet betekent dat een volk geen recht zou hebben op zelfstandigheid en een eigen ontwikkeling.

— Het *racisme* wordt omschreven als de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en dat bijgevolg het ene ras ten opzichte van het andere mag worden gediscrimineerd. Volgens de spreker betekent dit niet dat er geen verschillen mogen bestaan tussen de volkeren en culturen. In de huidige denktrant is de notie racisme echter omgebogen tot een volledig negatief begrip, gebonden aan het begrip discriminatie.

Zelfs volgens deze negatieve definitie is zijn fractie fundamenteel niet-racistisch : elkeen heeft het recht anders te zijn. Het gaat in essentie om volksnationalisme dat neerkomt op inzet en strijd voor de totstandkoming van een republiek Vlaanderen. Zijn partij is tegen wat dit bedreigt : het bevredende. In die zin dient de slogan « *eigen volk eerst* » te worden geïnterpreteerd ; hij betekent niet « *eigen volk alleen* ».

Te allen prijze willen volhouden dat iedereen in alle omstandigheden gelijk is en gelijk moet worden behandeld, is uitgaan van een vals credo ; in wezen is dat racistisch. Dergelijke stellingen vinden hun oorsprong in de ideeën van de Verlichting zoals die met betrekking tot de universele gelijkheid van de mens. Zij werden later overgenomen door de Franse Revolutie en hebben in de loop van de 19^e eeuw, doctrines als het liberalisme en het socialisme in aanzienlijke mate beïnvloed. Het communisme in de 20^e eeuw poogde die idee zelfs met dwang op te leggen ; veel communistische regimes hebben zich als gevolg van die obsessie schuldig gemaakt aan grote, in naam van zogenaamde volksdemocratieën gepleegde, massamoorden. In die gedachtegang moet de multiculturele samenleving worden beschouwd als een uiting van racisme tegenover het eigen volk, een vorm van geïnstitutionaliseerd racisme.

Het Vlaams nationalisme heeft niets te maken met bovenvermeld racisme. Waar het om gaat is dat de gevestigde orde niet verdraagt dat men haar positie aantast, en daarom worden beschuldigingen van racisme geuit. Het Vlaams nationalisme is geen politieke doctrine, het is een geesteshouding die het tegenovergestelde is van alle gemaakte verwijten en die diametraal tegenover het absurde streven naar

l'égalité absolue en dictant ce qu'il est convenable de penser et de dire.

*
* * *

M. Annemans se dit très préoccupé par la modification de la Constitution qui est en chantier. Des critiques ont également été exprimées dans les milieux journalistiques. Il est frappé par le fait que cette problématique est pour ainsi dire devenue une espèce de tabou politique. On a peur d'attirer l'attention sur les risques liés à l'adoption de la modification de l'article 150 de la Constitution parce que l'on craint d'être catalogué comme défenseur de son parti.

La différence d'attitude entre la presse flamande et la presse francophone est remarquable. La première a exprimé son inquiétude et a formulé une série d'objections, notamment inspirées par l'absence d'une jurisprudence claire sur les délits de presse à caractère raciste. La deuxième est consciente des risques, mais estime plus important de s'attaquer sans tarder au parti incriminé.

Son parti est victime d'une véritable chasse aux sorcières. À titre d'exemple, un ministre néerlandophone du gouvernement régional bruxellois a déclaré qu'il convenait de combattre ce parti par tous les moyens, même illégaux. Cette déclaration illustre de manière éclatante la haine existant à l'encontre de son parti. Ses ennemis politiques veulent le réduire au silence. Le débat sur la modification de la législation relative au financement des partis le démontre amplement. Il est regrettable que l'initiative de cette proposition de loi émane de l'ancien ministre de la Justice.

Un membre d'un parti francophone de la majorité a décrit sans détours la stratégie déployée contre le parti de l'intervenant : il s'agit en premier lieu de l'atteindre dans ses moyens financiers, puis d'adapter la Constitution en vue de correctionnaliser les délits de presse à caractère raciste. Enfin, une interdiction pendant cinq ans du droit d'exercer un mandat deviendra possible.

M. Annemans est dès lors franchement inquiet, devant la dégradation du climat. Un conseiller d'un parti flamand de la majorité exhorte d'ores et déjà les électeurs à ne pas voter pour le parti de l'intervenant, sous peine de se voir qualifier d'ennemi de la démocratie. Il y a peu, la déclaration d'un membre éminent d'un grand parti flamand de l'opposition, selon laquelle la collaboration avec le parti de M. Annemans n'était pas exclue — sous certaines conditions — a généré des tensions considérables au sein de ce parti. Dans ce parti également, on qualifie les électeurs qui voteraient pour le parti de l'intervenant d'ennemis de la démocratie.

Il est absurde de prétendre que le demi-million d'électeurs qui ont voté pour son parti lors des der-

een absolute gelijkheid staat, waarbij wordt voorgeschreven wat mag worden gedacht en gezegd.

*
* * *

De heer Annemans is zeer bezorgd over de op stapel staande wijziging van de Grondwet. In journalistenmiddens werd eveneens kritiek geuit. Het valt hem op dat de problematiek als het ware een soort politiek taboe is geworden. Men is bang om te wijzen op de gevaren verbonden aan de aanvaarding van de voorgestelde wijziging van artikel 150 van de Grondwet, omdat men vreest als verdediger van de partij van de spreker te worden gecatalogeerd.

Merkwaardig is het verschil in houding tussen de Vlaamse en de Franstalige pers. De eerste heeft haar ongerustheid geuit en een aantal bezwaren geformuleerd, mede als gevolg van het ontbreken van een duidelijk afgelijnde rechtspraak over racistische drukpersmisdrijven. De tweede is zich bewust van de risico's maar vindt een snelle aanpak van de partij belangrijker.

Zijn partij is het slachtoffer van een ware heksenjacht. Zo verklaarde een Nederlandstalig minister van de Brusselse gewestregering dat die partij met alle middelen, ook met onwettige, dient te worden bestreden. Dit illustreert op treffende wijze de haat die heerst tegenover zijn partij. Haar politieke vijanden willen haar monddood maken. Het debat over de wijziging van de wetgeving op de partijfinanciering toont dit ten overvloede aan. Het valt te betreuren dat de vorige minister van Justitie het voortouw neemt bij de indiening van dit voorstel.

Een lid van een Franstalige meerderheidspartij heeft de strategie tegen de partij van de spreker onomwonden uiteengezet : eerst wordt zij geraakt in haar financiële middelen, vervolgens wordt de Grondwet aangepast met het oog op de correctionaliseering van racistische drukpersmisdrijven en ten slotte wordt een vijfjarige ontzetting uit het recht een mandaat uit te oefenen mogelijk.

De heer Annemans is dan ook orecht ongerust omdat de sfeer steeds slechter wordt. Een van de adviseurs van een Vlaamse meerderheidspartij waarschuwt de kiezers er nu reeds voor niet voor de partij van de spreker te stemmen omdat men dan als een ondemocraat zou worden gebrandmerkt. Onlangs veroorzaakte de verklaring van een eminent lid van een grote Vlaamse oppositiepartij dat samenwerking met de fractie van de heer Annemans — onder bepaalde voorwaarden — niet uitgesloten was, tot grote spanningen in die partij. Ook vanuit die partij worden kiezers die zouden stemmen voor de partij van de spreker, gebrandmerkt als ondemocraten.

Beweren dat het half miljoen kiezers die bij de laatste verkiezingen voor zijn partij hebben gestemd,

nières élections veulent renverser la démocratie. C'est en proférant de telles allégations que l'on sape soi-même la démocratie.

L'intervenant tente de déceler les raisons pour lesquelles son parti a fait l'objet d'une campagne de dénigrement aussi intense. Il voit plusieurs explications à cela :

— Son parti est la formation politique dont la progression a été la plus rapide dans l'histoire de l'après-guerre.

— La thèse de son parti selon laquelle l'État belge doit être aboli au profit de la création d'une république flamande trouble considérablement l'ordre établi, qui est incarné par les partis de la majorité et la Maison royale.

— Son parti développe une stratégie politique spécifique en ce qui concerne la capitale : Bruxelles doit devenir la capitale bilingue d'une Flandre indépendante. Cette idée perturbe gravement les équilibres existants et fait peur aux francophones. Lorsqu'en outre il s'adresse aux électeurs francophones, cette peur monte encore d'un cran. Les francophones craignent en effet de perdre de ce fait un certain nombre de sièges. Afin de faire plaisir à un important parti francophone du gouvernement, les partis flamands de la majorité souscrivent à l'inscription de la notion de racisme dans la Constitution.

M. Annemans souligne une nouvelle fois que son parti n'est pas raciste. Ainsi que Mme Colen l'a déjà démontré, le racisme est une notion très relative : un acte est qualifié ou non de raciste en fonction de la personne et de la qualité de son auteur. La correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste pourrait encore être acceptée dans une certaine mesure si l'on définissait au moins de manière précise la notion de racisme. Or, on propose d'introduire une notion extrêmement vague dans la Constitution. On pourrait donc par exemple se demander si le fait d'adopter un point de vue différent de celui qui prévaut ordinairement en ce qui concerne l'occupation des églises par les demandeurs d'asile peut être qualifié d'acte raciste. L'appel à la grève pour protester contre des rixes dans le métro impliquant des étrangers est-il un acte raciste ? Le fait de constater que deux tiers des allochtones vivant à Bruxelles ne parlent pas une des deux langues nationales est-il un acte raciste ?

L'intervenant rappelle que son parti continuera à soulever des problèmes qui préoccupent la population. La proposition à l'examen — que la majorité veut s'empresser d'adopter encore avant les prochaines élections — touche son parti de plein fouet.

*
* *

M. Van den Eynde souhaite encore ajouter au débat les arguments suivants qu'il juge importants sur le plan politique. Selon lui, la proposition de révision de la Constitution porte atteinte à un des principaux droits fondamentaux, à savoir la liberté de la presse. Il déplore cependant que ses collègues

de democratie willen omverwerpen is onzin. Op die wijze ondermijnt men zelf de democratie.

De spreker probeert de redenen te achterhalen waarom zijn partij het voorwerp is van dergelijke intense haatcampagne. Hij ziet verschillende mogelijke oorzaken :

— Zijn partij was in de naoorlogse geschiedenis de snelst groeiende politieke factor.

— De partijstelling dat de Belgische Staat moet worden opgeheven ten voordele van de oprichting van een Vlaamse republiek verstoort aanzienlijk de gevestigde orde, belichaamd in de meerderheidspartijen en het Koningshuis.

— Zijn partij ontplaat een specifieke politieke strategie voor de hoofdstad : Brussel dient de tweetallige hoofdstad van een onafhankelijk Vlaanderen te worden. Deze gedachte verstoort in ernstige mate de bestaande evenwichten en veroorzaakt angst bij de Franstaligen. Wanneer zij zich bovendien tot de Franstalige kiezers richt, wordt die angst nog groter. Zij vrezen immers als gevolg daarvan een aantal zetels te verliezen. Om een belangrijke Franstalige regeringspartij terwille te zijn, stemmen de Vlaamse meerderheidspartijen in met de invoering van het begrip racisme in de Grondwet.

De heer Annemans onderstrept nogmaals dat zijn partij niet racistisch is. Zoals mevrouw Colen reeds heeft aangetoond, gaat het om een zeer relatief begrip : of een daad al dan niet als racistisch wordt gekwalificeerd wordt gedetermineerd door de persoon en de status van de dader. De correctionaliseren van racistische drukpersmisdrijven zou nog enigszins kunnen worden aanvaard moest er ten minste een accurate definitie van racisme worden ingevoerd. Nu stelt men echter voor een uitermate vaag begrip in de Grondwet in te voeren. Men kan zich bijvoorbeeld afvragen of het innemen van een van het gangbare afwijkend standpunt inzake kerkasiel als een racistische daad kan worden gekwalificeerd ? Is het uitroepen van een staking als protest tegen vechtpartijen in de metro waarbij vreemdelingen zijn betrokken, racistisch ? Is de vaststelling dat twee derde van de allochtonen te Brussel niet één van de beide landstalen spreken, een racistische uitspraak ?

De spreker herinnert eraan dat zijn partij zal blijven doorgaan met problemen aan de orde te stellen die leven bij de bevolking. Het voorstel — dat de meerderheid nog snel voor de nakende verkiezingen wil goedkeuren — raakt zijn partij in de kern van haar bestaan.

*
* *

De heer Van den Eynde wenst nog volgende — politiek belangrijke — argumenten toe te voegen aan het debat. Het voorstel tot herziening van de Grondwet tast zijns inziens een van de belangrijkste grondrechten aan, te weten de persvrijheid. Hij betreurt het echter dat zijn collega's van een van de

d'un des partis flamands de la majorité, allié à un parti francophone de l'opposition, mènent une campagne hostile à son parti. L'objectif est de nuire à l'image de son parti, qui enregistre des succès dans la capitale.

Cette alliance peut en tout cas être qualifiée d'étrange. Le parti francophone concerné fait preuve en effet d'une haine particulièrement virulente à l'égard des Flamands. Il a multiplié les déclarations racistes à l'égard des Flamands depuis sa création. Les affiches particulièrement blessantes pour les Flamands qui ont été placardées dans toute la capitale, il y a vingt-cinq ans, en témoignent. Le parti flamand de la majorité concerné n'a aucune raison de se flatter d'avoir un tel allié. En réalité, un parti de la majorité — qui se dit flamand — s'allie avec un parti antiflamand.

Un autre allié étonnant de ce parti flamand de la majorité, dans ce qu'il nomme sa lutte pour la démocratie est un autre parti d'opposition auquel appartient un des auteurs de la proposition de révision. Ce dernier a menacé de rendre publique la liste des personnes ayant effectué un don au bénéfice du parti de l'orateur. La Commission pour la protection de la vie privée estime cependant que les listes de personnes qui font un don à un parti ne peuvent être publiées. Une telle publication est assimilable à une violation de la vie privée et peut à ce titre donner lieu à des sanctions. Le membre de l'opposition concerné persiste cependant dans sa volonté de publier ces listes, même si cela peut lui valoir une peine d'emprisonnement. De telles déclarations sont inacceptables de la part de quelqu'un qui prétend défendre la démocratie. Faire appel à une telle personne est un acte carrément hypocrite, caractéristique d'une mentalité qui règne dans certains milieux. On peut parler à juste titre d'une psychose et d'un syndrome de délation, qui est à l'origine d'un climat de chasse aux sorcières et d'inquisition.

*
* *

M. Van den Broeck est convaincu que les autres partis ne veulent pas seulement isoler son groupe. C'est à partir du moment où celui-ci a commencé à mettre en œuvre sa stratégie politique concernant la capitale que les accusations de racisme ont commencé à fuser. Il est frappant de constater que les partis francophones d'extrême droite n'ont jamais été inquiétés et qu'ils n'ont jamais été la cible de ce genre de critiques. Le racisme n'est devenu un thème politique qu'à partir du moment où le parti de l'intervenant a occupé le devant de la scène à Bruxelles.

Il s'agit en l'occurrence d'une véritable hysterie collective provoquée par ceux-là mêmes qui se disent démocrates. La campagne de dénigrement menée contre son parti a commencé par la modification de la réglementation relative au financement des partis politiques, modification qui a eu pour effet d'instau-

Vlaamse meerderheidspartijen met een Franstalige oppositiepartij als bondgenoot, nu als het ware een oorlog voeren tegen zijn fractie. De bedoeling is zijn partij die successen boekt in de hoofdstad, schade te berokkenen.

Die bondgenoot kan in elk geval als merkwaardig worden bestempeld. Het gaat immers om een rabiaat Vlaamshatende partij. In de loop van haar bestaan heeft zij voortdurend racistische uitspraken gedaan aan het adres van de Vlamingen. Getuige daarvan zijn de voor Vlamingen bijzonder kwetsende affiches die vijftwintig jaar geleden in de hoofdstad werden verspreid. Op een dergelijke bondgenoot dient de bewuste Vlaamse meerderheidspartij niet trots te zijn. Het gaat er in wezen om dat een — zichzelf Vlaams noemende — meerderheidspartij een alliantie met een Vlaamshatende partij aangaat.

Een andere merkwaardige bondgenoot van deze Vlaamse meerderheidspartij in haar zogenaamde strijd voor de democratie is een andere oppositiepartij waartoe één van de indieners van het voorstel tot herziening behoort. Die laatste heeft ermee gedreigd de lijst van donateurs aan de partij van de spreker openbaar te maken. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is echter van oordeel dat lijsten van personen die een schenking doen aan een partij, niet mogen worden gepubliceerd. Dit komt neer op een schending van de privacy die tot straffen aanleiding kan geven. Het betrokken oppositielid houdt echter vol toch tot de publicatie over te gaan, niettegenstaande dit hem een gevangenisstraf kan opleveren. Het is ongehoord dergelijke uitspraken te moeten horen van iemand die pretendeert de democratie te verdedigen. Dat beroep wordt gedaan op zo iemand is ronduit hypocriet te noemen. Het is wel tekenend voor een bepaalde mentaliteit die in bepaalde middens heerst. Men kan terecht spreken van een psychose en een verklikkerssyndroom die aan het ontstaan zijn in een klimaat van heksenjacht en inquisitie.

*
* *

De heer Van den Broeck is ervan overtuigd dat de bedoelingen van de andere partijen verder reiken dan het isoleren van zijn fractie. Zo gauw die een aanvang nam met haar politieke strategie voor de hoofdstad, zijn de verwijten van racisme de kop beginnen op te steken. Het valt op dat Franstalige extreemrechtse partijen nooit werden verontrust, noch met dergelijke verwijten werden bestookt. Het racisme is maar een thema geworden van zodra de partij van de spreker in Brussel op de voorgrond trad.

Men heeft hier te maken met een ware collectieve hysterie veroorzaakt door hen die zichzelf democraten noemen. De eerste stap in de hetze tegen zijn partij werd gevormd door een wijziging in de regelgeving met betrekking tot de partijfinanciering. Hierdoor werd een ongelijke financiële behandeling van

rer une inégalité dans le traitement financier des partis politiques, qui a été entérinée dans une loi. Il en résulte que les partis francophones disposeront de davantage de moyens financiers que les partis flamands pour mener leur campagne électorale. Il est inconcevable que les partis flamands soient tombés dans le panneau : tant la Flandre que Bruxelles sont trahies par ceux qui détiennent le pouvoir.

L'homme de la rue n'a jamais eu aussi peu confiance dans ses dirigeants, un fait dont ceux qui détiennent le pouvoir ne perçoivent pas la portée. En multipliant les interdictions dans toutes sortes de domaines, ils montrent leur faiblesse. Comme les fascistes, ils sont convaincus de détenir seuls la vérité. L'action du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme joue un rôle important à cet égard. Dans ce contexte, l'élite intellectuelle ne voit aucun inconvénient à ce que le parti de l'intervenant soit sali comme jamais auparavant. Cela sert-il la cause de la démocratie ?

En 1999, le fossé entre l'*establishment* politique et la population est plus profond que jamais. Le Flamand moyen en est parfaitement conscient, de même que le parti de l'intervenant. Les principaux points de son programme répondent aux préoccupations réelles de la population. Aussi celle-ci n'approuve-t-elle dès lors plus les tentatives des autres partis visant à isoler le groupe de l'intervenant et a-t-elle de la sympathie pour ce parti.

Après les élections de 1991, les partis traditionnels, qui n'auraient aucune idéologie si'ils n'avaient pas un ennemi commun, ont suivi une stratégie inappropriée, ainsi que l'attestent les événements actuels; ces événements parlent d'eux-mêmes et en disent plus que de longs discours. L'intervenant évoque à cet égard les incendies criminels et les agressions contre des professeurs, des conducteurs de bus, de métro et de tram, dans lesquels des allochtones sont impliqués. Il arrive également que ceux-ci s'entretuent sur le territoire belge. Le fait que des étrangers soient impliqués dans de tels actes de violence montre précisément qu'il n'y a pas d'intégration effective. Il en va de même des problèmes que connaissent les écoles. L'intervenant estime qu'il est urgent de créer des maisons de correction pour les jeunes délinquants qui commettent de tels actes de violence. Les pouvoirs publics attendent-ils qu'un professeur soit tué avant de prendre des mesures ? Lorsque des immigrés commettent une agression, il est permis d'en faire état; si tel n'était pas le cas, on pourrait en effet parler de censure. La réaction des médias et de la presse lors de tels incidents est d'ailleurs prévisible. L'on nie d'abord que des immigrés soient impliqués dans ces incidents, puis les faits sont minimisés et relativisés. Enfin, un membre du gouvernement flamand explique, à la suite d'un acte de violence commis dans une école anversoise, qu'il convient de tenir compte de l'environnement social de l'auteur et qu'il n'y a pas lieu, pour l'instant, de mener une politique répressive dans l'immédiat. M. Van den

de politieke partijen ingevoerd, die werd bekraftigd in een wet. Het gevolg is dat Franstalige partijen over meer financiële middelen zullen beschikken om campagne te voeren dan de Vlaamse. Het is onbegrijpelijk dat de Vlaamse partijen dit als nuttige idioten hebben geslikt : zowel Vlaanderen als Brussel worden verraden door degenen die de macht in handen hebben.

Het vertrouwen van de gewone burger in de bewindslieden is tot op een nooit voorheen gezien dieptepunt gezakt, een feit waarvan de machthebbers de draagwijdte niet beseffen. Door steeds maar verbodsbeperkingen op allerlei domeinen uit te vaardigen, bewijzen zij hoe zwak zij staan. Zij zijn er, zoals fascisten, immers van overtuigd de waarheid in pacht te hebben. Het optreden van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding speelt hierin een belangrijke rol. In dit klimaat ziet de intellectuele elite er geen graten in dat de partij van de spreker wordt beklad als nooit tevoren. Wordt zo de democratie gediend ?

Anno 1999 is de kloof tussen het politiek *establishment* en de bevolking groter dan ooit. De doorsnee Vlaming is zich daar zeer goed van bewust en de partij van de heer Van den Broeck eveneens. Haar voornaamste programmapunten komen overeen met wat werkelijk bij de bevolking leeft. De bevolking volgt de andere partijen dan ook niet langer in hun pogingen de fractie van de spreker te isoleren, en staat sympathiek tegenover diens partij.

Na de verkiezingen van 1991 hebben de gevestigde partijen, die ideologisch nergens staan zonder hun gemeenschappelijke vijand, een verkeerde strategie gevolgd. Dat bewijzen de feiten die zich heden ten dage voordoen; zij spreken voor zich en zijn sterker dan vele betogen. De spreker verwijst naar brandstichtingen, aanvallen op leraars, bus-, metro- en trambestuurders waarbij allochtonen zijn betrokken. De allochtonen staan ook elkaar naar het leven op het Belgisch grondgebied. Het feit dat dergelijke gewelddaden zich voordoen met vreemdelingen bewijst juist dat er geen effectieve integratie is. Hetzelfde geldt voor de problemen in de scholen. Hij vindt dat tuchtscholen dringend gewenst zijn voor jeugdige delinquenten die zich aan dergelijke gewelddaden schuldig maken. Wacht de overheid tot wanneer een leraar wordt gedood, alvorens maatregelen te nemen ? Wanneer migranten zich schuldig maken aan agressie mag dit worden gezegd, zoniet heeft men immers te maken met censuur. De reactie van media en pers is bij dergelijke incidenten overigens voorspelbaar. Eerst wordt ontkend dat er migranten bij betrokken zijn, vervolgens worden de feiten geminimaliseerd en gerelativeerd. Ten slotte komt een regeringslid van de Vlaamse regering, *in casu* na een gewelddaad in een Antwerpse school, verklaren dat met de sociale achtergrond van de dader rekening moet worden gehouden alsook dat er vooralsnog geen repressief beleid zal worden ingevoerd. Volgens de heer Van den Broeck kan iemands

Broeck estime que le contexte social dans lequel vit une personne ne peut jamais excuser de tels faits.

Il ne peut que constater l'absence de mesures véritables visant à lutter contre ces formes de criminalité. On se contente généralement d'enterrer ce problème, pourtant grave, sous une couche de mesures inefficaces, telles que l'aménagement de plaines de jeu ou la diffusion de brochures. Cette politique est irréaliste et naïve. De nombreuses associations, parmi lesquelles des associations représentant des immigrés, abusent de cette naïveté. L'ouverture des écoles aux immigrés a créé une situation extrêmement dangereuse, dans laquelle la vie des personnes est littéralement menacée. Ce climat de criminalité et l'implication d'étrangers dans la commission d'actes criminels ne restent pas limités aux écoles, mais touchent de grandes zones urbaines. Cette situation contraste fortement avec l'angélisme des partisans de la société multiculturelle. Le seuil de tolérance est dépassé depuis longtemps. On en est également conscient aux Pays-Bas, où des voix s'élèvent pour lutter contre la criminalité par une politique plus sévère à l'égard des étrangers. La clémence avec laquelle sont traités ces jeunes délinquants d'origine étrangère, qui refusent manifestement de s'intégrer, choque de plus en plus de personnes.

Et il suffit que l'on attire l'attention sur cette question pour que certains évoquent systématiquement les nazis et les camps de concentration. Il ressort cependant d'enquêtes récentes qu'il règne un sentiment relativement fort de racisme parmi les écoliers et les élèves. C'est en fait l'effet inverse produit par le discours antiraciste sans cesse répété. Le terme racisme est toutefois souvent employé à tort et à travers. La pensée occidentale prévalant après la seconde guerre mondiale a assimilé la lutte contre le racisme à la lutte contre le nationalisme. Il est cependant ressorti d'une publication scientifique française qu'un vote pour l'extrême droite ne peut être assimilé à un vote pour le nazisme. La société humaine est par nature hétéroclite. Le besoin universel de cohérence ethnique est caractéristique de tous les peuples et de tous les temps. Souligner cet état de chose ne revient pas nécessairement à être raciste. Peu nombreux sont ceux qui raisonnent encore en termes de supériorité d'une race par rapport à une autre et, partant, de différence de traitement. Il n'en demeure pas moins que l'on doit pouvoir protester contre la survenance d'événements et d'incidents dans certains quartiers des grandes villes sans être immédiatement qualifié de raciste. Le parti de l'intervenant est toujours taxé de racisme, alors que ce parti est fondamentalement antiraciste.

Il n'est fait aucune distinction entre un comportement consistant à reconnaître les différences existant entre les gens, d'une part, et les excès condamnables qui peuvent en découler, d'autre part. Toute distinction est immédiatement qualifiée de raciste. Il

sociale achtergrond nooit een excuus zijn voor dergelijke feiten.

Hij kan enkel vaststellen dat er geen daadwerkelijke aanpak is van dergelijke vormen van criminaliteit. Meestal stelt men zich er tevreden mee het, toch ernstige, probleem te begraven onder niets terzake doende maatregelen, zoals het aanleggen van speelpleinjes of het verspreiden van brochures. Een dergelijk beleid is unrealistisch en naïef. Talrijke verenigingen, waaronder ook vertegenwoordigingen van migranten maken daar misbruik van. De openstelling van de scholen voor migranten heeft letterlijk een levensgevaarlijke situatie in het leven geroepen. Een dergelijk klimaat van criminaliteit en de betrokkenheid van vreemdelingen blijven niet beperkt tot de school maar tasten grote delen van de steden aan. Dit staat in schril contrast tot het droombeeld van de multiculturele samenleving. De grens van de tolerantie is al lang overschreden. Ook in Nederland is men zich daarvan bewust en gaan er stemmen op om de criminaliteit met een strikter vreemdelingenbeleid te bestrijden. De zachte aanpak van vreemde jeugdige delinquenten die overduidelijk weigeren zich te integreren stoot steeds meer mensen tegen de borst.

Wordt daarop gewezen dan wordt steeds het beeld van nazi's en concentratiekampen bovengehaald. Recente onderzoeken hebben evenwel uitgewezen dat er onder scholieren en leerlingen behoorlijk wat zogenaamd racisme leeft. Dit is in feite het omgekeerd effect van het steeds maar volgehouden anti-racistisch *discours*. De term racisme wordt echter dikwijls overhaast bovengehaald. In het westerse denken van na de Tweede Wereldoorlog werd strijd tegen het racisme gelijkgeschakeld met strijd tegen nationalisme. Een wetenschappelijke publicatie in Frankrijk wees nochtans uit dat stemmen voor extreem rechts niet vereenzelvigd mag worden met stemmen voor het nazisme. Van nature bestaan tal van verschillen in de menselijke samenleving. De universele behoefte aan etnische samenhang is kenmerkend voor alle volkeren en voor alle tijden. Dit benadrukken is niet noodzakelijkerwijze racistisch. Weinigen denken nog in termen van superioriteit van het ene ras ten opzichte van het andere en de daaruit voortvloeiende verschillen in behandeling. Dit mag toch niet verhinderen dat men protesteert tegen de gebeurtenissen en incidenten die zich in bepaalde wijken van grote steden afspelen, zonder onmiddellijk als racist te worden bestempeld ? De partij van de spreker wordt hoe dan ook als racistisch gebrandmerkt niettegenstaande zij in wezen juist anti-racistisch is.

Het onderscheid tussen een natuurlijk gedragspatroon erin bestaande bepaalde verschillen tussen de mensen te erkennen, enerzijds, en de foute excessen die hieruit kunnen voortvloeien, anderzijds, wordt niet gemaakt. Elk dusdanig onderscheid wordt on-

ne fait dès lors aucune doute que la tolérance fera des victimes parmi ses propres partisans.

La proposition de révision porte atteinte à la démocratie et revient en quelque sorte à instituer une dictature dans laquelle la classe politique dirigeante détermine ce que l'on est en droit de penser. L'intervenant fait observer que ce n'est pas parce que son parti est privé de moyens financiers qu'il perdra aussi ses électeurs.

*
* * *

M. Spinnewyn estime que la classe politique tire sur le messager parce qu'il est porteur de mauvaises nouvelles. Le messager est son parti, qui dénonce la politique menée à l'égard des étrangers. Il est indéniable que cette politique irrite de plus en plus la population autochtone. Lorsqu'on persiste à croire que la présence massive d'étrangers est un enrichissement, alors que la réalité prouve le contraire, il y a deux attitudes possibles : ou bien on revoit son point de vue, ou bien on nie la réalité. Les autres partis politiques ont opté pour la seconde possibilité. Souvent dans l'histoire, des autorités ont adopté la même attitude. Certains régimes ont considéré la réalité comme une sorte de laboratoire dans lequel ils pouvaient se livrer à des expériences sur leurs sujets. Souvent les régimes ont également soutenu que la raison permettait de connaître la vérité et que, par conséquent, leurs points de vue et idées étaient bons et ceux des autres condamnables.

Une démocratie digne de ce nom ne prive pas les opposants du droit d'exprimer leurs idées. En Belgique, la liberté d'opinion est toutefois bien restreinte en cette fin de XX^e siècle. Celui qui pense différemment est un ennemi, ainsi que l'atteste la récente modification de la législation relative au financement des partis politiques, motivée par le souci d'écartier la menace que représente son groupe.

Le projet de société multiculturelle dégénérera en cauchemar et la prise de conscience de cette réalité stimule la lutte contre le racisme, soutenue par toutes sortes de groupuscules.

Par ailleurs, la notion de racisme n'a jamais été clairement définie. Le parti auquel appartient l'intervenant n'est pas raciste, si ce mot signifie qu'il postule la supériorité d'une race sur une autre : il n'existe pas de hiérarchie des races. Son parti défend en revanche l'identité du peuple flamand et il s'oppose, pour cette raison, à la société multiculturelle. Il n'a pas d'antipathie pour, par exemple, les personnes d'origine maghrébine en tant que telles, mais le fait qu'elles soient nombreuses dans les statistiques du chômage ou de la criminalité le gêne. Les difficultés découlent précisément des différences culturelles. Le racisme n'est toutefois pas réellement combattu. Les

middellijk afgedaan als racisme. Het lijdt dan ook geen twijfel dat de verdraagzaamheid onder haar eigen aanhangers slachtoffers zal maken.

Het voorstel tot herziening tast de democratie aan en komt als het ware neer op de instelling van de dictatuur waarin de heersende politieke klasse bepaalt wat nog gedacht mag worden. De spreker waarschuwt ervoor dat zijn partij haar financiële middelen ontnemen, niet betekent dat zij ook haar kiezers zal verliezen.

*
* * *

Volgens *de heer Spinnewyn* schiet de gevestigde politieke klasse op de boodschapper omdat hij slecht nieuws brengt. De boodschapper is zijn partij, die het gevoerde vreemdelingenbeleid op de korrel neemt. Het valt niet te ontkennen dat dit beleid meer en meer de ergernis opwekt van de autochtone bevolking. Wanneer men blijft geloven dat de massale aanwezigheid van vreemdelingen een verrijking is, maar de werkelijkheid aantoont dat dit niet zo is, dan zijn twee houdingen mogelijk : ofwel wijzigt men zijn standpunt, ofwel negeert men die werkelijkheid. Het is dit laatste wat de andere politieke partijen doen. In de loop van de geschiedenis hebben gezagsdragers dikwijls dergelijke houding aangenomen. Bepaalde regimes hebben de werkelijkheid als een soort laboratorium gezien waarin met hun burgers kon worden geëxperimenteerd. Dikwijls is ook voorgehouden dat men op grond van de rede het ware kan kennen, en dat bijgevolg de eigen inzichten en ideeën goed zijn en die van de andersdenkende te verwachten.

Een echte democratie ontzegt de tegenstander niet het recht zijn ideeën te uiten. In België is de vrijheid van meningsuiting aan het einde van de 20^e eeuw echter ver te zoeken. De andersdenkende is de vijand. Een bewijs daarvan wordt gevormd door de wijziging van de wetgeving op de partijfinanciering als gevolg van de angst voor de reële bedreiging die uitgaat van zijn fractie.

Het project van de multiculturele samenleving zal echter in een nachtmerrie omslaan en omdat men zich daarvan bewust is, wordt de strijd tegen het racisme des te heviger gevoerd, hierin gesteund door allerlei kleine groepen.

Het is bovendien zo dat nooit duidelijk wordt gemaakt wat racisme precies is. De partij van de spreker is niet racistisch in de zin dat wordt uitgegaan van de superioriteit van het ene ras ten opzichte van het andere : er bestaat geen hiërarchie van rassen. Zijn partij verdedigt wel de eigenheid van het Vlaams volk en daarom verzet zij zich tegen de multiculturele samenleving. Zij heeft niets tegen personen van bijvoorbeeld Noordafrikaanse afkomst als dusdanig, maar wel tegen het feit dat zij in aanzienlijke mate voorkomen in de werkloosheids- of criminaliteitscijfers. De moeilijkheden vloeien precies voort uit de verschillen van de culturen. Het racisme

partis établis préfèrent au contraire réduire au silence tous ceux qui osent émettre des doutes à propos de la société multiculturelle. Le parti auquel appartient M. Spinnewyn est opposé à ce type de société et il est par conséquent qualifié d'antidémocratique et de raciste. Tout est permis, y compris le népotisme et les magouilles en tous genres, pourvu que l'on ne s'en prenne pas à la société multiculturelle dont on fait tant l'éloge. Seuls les partis traditionnels ont le droit de penser et de définir d'autorité ce qui est démocratique.

À ce jour, le parti de l'intervenant n'a encore jamais été condamné pour racisme. Il est toutefois à craindre qu'à l'avenir, on dépose de très nombreuses plaintes contre lui. Étant donné qu'en dépit de l'accord octopartite, la politisation ne disparaîtra pas dans la nomination des juges suite à l'intervention du Conseil supérieur de la Justice, il est à craindre que certains juges interprètent la notion de racisme dans un sens large. On peut rappeler, à cet égard, ce qui s'est passé à l'époque de la répression d'après guerre, lorsque le droit devait céder le pas à la force brutale. En fait, les partis francophones contraignent les partis flamands à prendre position contre le groupe de l'intervenant. Étant donné que la législation visant à réprimer le racisme n'est pas appliquée, on l'adapte dans le but de créer une police de la pensée chargée de réprimer son parti. Pour ce faire, tous les moyens sont bons. Désormais, son parti ne pourra même plus diffuser ses tracts par la poste.

*
* *

M. Geraerts est persuadé que la violente réaction contre son parti est due au fait qu'il constitue une épine dans le pied des autres partis traditionnels. On considère qu'il représente un danger pour l'*establishment belge* actuel et qu'il doit dès lors être détruit. Il est honteux que le plus grand parti flamand de la majorité se fasse le complice de cette tentative de meurtre politique. Les termes « racisme » et « xénophobie » sont interprétés dans un sens très large. L'intervenant renvoie à cet égard à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, qui définit la notion de discrimination en ces termes « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence ayant ou pouvant avoir pour but ou pour effet de détruire, de compromettre ou de limiter la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social ou culturel ou dans tout autre domaine de la vie sociale. ».

Dans ses développements, l'auteur de la proposition de révision de l'article 150 de la Constitution précise que « La démocratie n'est pas seulement une question de forme, mais aussi une question de contenu. Un système politique qui organise des élections, mais dans lequel il n'y a ni liberté d'expression, ni

wordt echter niet effectief bestreden. De gevestigde partijen verkiezen daarentegen elkeen monddood te maken die twijfels uit over de multiculturele samenleving. De partij van de heer Spinnewyn wijst die af en zij wordt dientengevolge bestempeld als ondemocratisch en racistisch. Alles is aanvaardbaar, met inbegrip van vriendjespolitiek en allerlei gesjoemel, zolang niet wordt geraakt aan de veelgeprezen multiculturele samenleving. Alleen de traditionele partijen hebben het recht te denken en eigenmachting te verklaren wat democratisch is.

De partij van de spreker is tot op heden nog nooit veroordeeld voor racisme. Het valt echter te vrezen dat in de toekomst massaal klachten tegen haar zullen worden ingediend. Daar rechters nog steeds politiek benoemd worden, via de Hoge Raad voor de Justitie en ondanks het Octopus-akkoord, valt te vrezen dat sommigen onder hen racisme ruim zullen interpreteren. In dit raam kan worden herinnerd aan wat gebeurde ten tijde van de repressieperiode toen ook recht moest wijken voor brute macht. In feite dwingen de Franstalige partijen de Vlaamse partijen tegen de fractie van de spreker stelling te nemen. Omdat de wetgeving tot bestrijding van het racisme niet werd toegepast, wordt zij aangepast en wordt met dit oogmerk een gedachtepolitie opgericht die zijn partij moet treffen. Alle middelen zijn daartoe goed; zij zal in de toekomst zelfs haar pamfletten niet meer door de post kunnen laten verspreiden.

*
* *

De heer Geraerts is ervan overtuigd dat de hevige reactie tegen zijn partij wordt veroorzaakt door het feit dat zij een doorn in het oog is van de andere, de gevestigde partijen. Zij wordt als een gevaar voor het bestaand Belgisch *establishment* ervaren en daarom moet en zal die partij worden vernietigd. Het is een schande dat een van de grootste Vlaamse meerderheidspartijen daarin hand- en spandiensten levert. De termen racisme en xenofobie worden zeer ruim geïnterpreteerd. De spreker verwijst hierbij naar de in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gehanteerde definitie van discriminatie als « elke vorm van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur, die tot doel heeft of ten gevolge heeft of kan hebben dat de erkenning, het genot of de uitoefening op voet van gelijkheid van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden op politiek, economisch, sociaal of cultureel terrein of op andere terreinen van het maatschappelijk leven, wordt tenietgedaan, aangestast of beperkt. ».

De toelichting bij het voorstel tot herziening van artikel 150 van de Grondwet stelt : « Democratie is niet alleen vorm, maar ook inhoud. Een politiek systeem met verkiezingen, maar zonder vrijheid van meningsuiting, zonder persvrijheid, zonder discriminatieverbod, zonder waarborgen tegen willekeurige

liberté de la presse, ni interdiction des discriminations, ni garantie contre toute atteinte arbitraire à la liberté, ni garantie d'une application correcte et indépendante de la règle de droit, n'est pas une démocratie. ». Ces lignes donnent l'impression que cette démocratie évolue dans la bonne direction. Cependant, le droit à la liberté d'expression n'est apparemment pas un droit absolu. Qui détermine où se situent ses limites ? La majorité ? La proposition de révision est un indice du mauvais fonctionnement de la démocratie; elle est un pas dans la direction de la dictature. Tout au long de l'histoire, les régimes dictatoriaux ont tenté de réprimer la liberté d'expression sous ses diverses formes. Les autodafés de livres et autres persécutions des intellectuels ont toujours été le propre des dictatures. Ces pratiques n'ont d'ailleurs pas été le monopole des régimes de gauche. Il n'y a pas si longtemps que c'était encore l'Église catholique romaine qui, en Flandre, décidait de ce qui pouvait et ne pouvait pas être lu. L'instauration de la censure sonne le glas de la démocratie.

*
* * *

M. Sevenhans constate que les parlementaires des partis établis ne s'intéressent que très peu au citoyen moyen et à ses problèmes. Faute de s'employer à combler le fossé entre le citoyen et la politique, ils ne peuvent empêcher ce fossé de s'élargir. Est-ce tout ce que les grands penseurs de ces partis ont à offrir ? Pensent-ils que la correctionnalisation des délits de presse est de nature à troubler le sommeil du citoyen ordinaire ? Est-ce là la solution aux problèmes sociaux qui se posent ?

Tout le monde s'élève contre le racisme, mais de quoi s'agit-il précisément ? Chaque juge interprète différemment cette notion, avec tous les risques que cela implique. La vérité est qu'on cherche en fait à s'en prendre à son groupe.

La démocratie doit respecter la liberté d'expression. Les médias jouent un rôle important à cet égard. Ce sont les médias qui assurent en grande partie la communication entre les politiques et les citoyens. Il s'agit d'un processus permanent, qui ne se produit pas seulement en période électorale. Les médias ne rendent pas seulement compte de l'actualité politique, mais l'influencent également. Il suffit de songer à cet égard à l'assassinat d'un vétérinaire flamand, commis il y a quelques années, que les médias ont estimé particulièrement révélateur sur le plan politique. La proposition de révision à l'examen porte gravement atteinte à la liberté de la presse. La presse même ne s'est toutefois guère récriée dans le cadre de ce débat.

Toutefois, si l'on suit le raisonnement des autres partis, même des élections seraient dangereuses pour la démocratie, étant donné qu'elles risquent de

vrijheidsberoving en zonder een behoorlijke en onafhankelijke rechtsbedeling, is geen democratie. ». De indruk die hieruit ontstaat is dat die democratie in de goede richting evolueert. Het recht van vrije meningsuiting is evenwel blijkbaar geen absoluut recht. Wie bepaalt overigens waar de grenzen van dit recht liggen ? De meerderheid ? Het voorstel tot herziening is een teken dat de democratie niet goed functioneert, het is een stap in de richting van de dictatuur. In de loop van de geschiedenis hebben dictatoriale regimes steeds de diverse expressievormen van de vrijheid van meningsuiting trachten te bestrijden. Boekverbrandingen en bijhorende vervolging van intellectuelen zijn steeds de handelsmerken van dictaturen geweest. Dit was overigens niet het monopolie van linkse regimes. Nog niet zo lang geleden bepaalde de rooms-katholieke kerk in Vlaanderen wat wel en niet mocht worden gelezen. Wanneer de censuur wordt ingevoerd is het einde van de democratie niet ver meer af.

*
* * *

De heer Sevenhans stelt vast dat de parlementsleden van de gevestigde partijen bijzonder weinig interesse aan de dag leggen voor de modale burger en zijn problemen. In plaats van te ijveren voor het dichten van de kloof tussen de burger en de politiek, kunnen zij niet verhinderen dat die steeds maar groter wordt. Is het dit wat de grote denkers van die partijen maar te bieden hebben ? Menen zij dat de gewone burger wakker ligt van de correctionalising van persmisdrijven ? Is dit de oplossing voor de bestaande maatschappelijke problemen ?

Iedereen keert zich tegen het racisme, maar wat is het racisme precies ? Elke rechter interpreteert het anders met alle risico's van dien. In wezen gaat het om niets anders dan om de bestrijding van zijn fractie.

De democratie dient de vrijheid van meningsuiting te eerbiedigen. In deze spelen de media een belangrijke rol. Een groot deel van de communicatie tussen de politici en de burgers verloopt via de media. Dit is een permanent proces dat zich niet alleen in verkiezingsperiodes voordoet. De media geven de politieke actualiteit niet alleen weer, maar beïnvloeden haar ook. Men denkt hierbij maar aan de moord op een Vlaams veearts van enkele jaren geleden, die door de media bijzonder politiek relevant werd geacht. Het herzieningsvoorstel tast die persvrijheid in ernstige mate aan. De pers zelf heeft in dit debat echter nog maar weinig protest laten horen.

Wanneer men de redenering van de andere partijen echter volgt, dan zijn zelfs verkiezingen gevvaarlijk voor de democratie omdat zij zouden kunnen

donner lieu à une percée des partis d'extrême droite. Pourquoi ne pas dès lors supprimer les élections ?

L'intervenant doute fortement que la population ait réellement besoin de la révision proposée, eu égard, en particulier, aux événements et incidents qui se produisent quotidiennement. Il est inadmissible d'être taxé automatiquement de racisme parce qu'on tire ses conclusions de ces événements et incidents. Les partis traditionnels ne manifestent nullement l'intention de s'attaquer aux problèmes qui préoccupent la population. Ils ont en fait peur du parti de l'intervenant. Le citoyen ordinaire, déçu par les pouvoirs publics qui l'abandonnent à son sort, n'a plus qu'une alternative, c'est de voter pour ce parti. Celui-ci continuera à engranger des succès tant que les autres partis continueront à mener invariablement la politique actuelle.

IV. — DISCUSSION DE L'ARTICLE

M. Annemans et consorts déposent 249 amendements visant à compléter l'intitulé de la proposition de révision de l'article 150 de la Constitution par les termes « en vue de combattre les idées de ... ». Le nom de la personne citée est modifié dans chacun des 249 amendements.

En application de l'article 5.1. du règlement, *le président* déclare irrecevable tous ces amendements étant donné que l'intitulé d'une proposition ne peut être amendé et que ces amendements portent atteinte au crédit de l'institution.

M. Annemans et consorts déposent 149 amendements tendant à modifier les termes de l'article comme suit : « à l'exception des délits de presse inspirés par les idées politiquement incorrectes de ... ». Les 149 amendements reprennent à chaque fois le nom d'un député différent.

En application de l'article 5.1. du règlement, *le président* déclare irrecevable tous ces amendements vu qu'ils portent atteinte au crédit de l'institution parlementaire ainsi qu'aux droits des parlementaires cités.

M. Annemans proteste contre la décision prise par le président. À sa connaissance, des intitulés de textes législatifs ont été modifiés soit par amendement soit de commun accord.

Le président fait observer que lors de la discussion du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi (Doc. n° 128/1-85/86), les amendements de MM. Van der Biest (n^os 66 à 68) et Van den Bossche (n^os 69 et 77) tendant à modifier l'intitulé du projet ont été déclarés irrecevables vu que celui-ci ne peut être amendé.

leiden tot een doorbraak van uiterst rechtse partijen. Waarom dan niet het houden van verkiezingen afschaffen ?

De spreker heeft grote twijfel over de werkelijke behoeftte van de bevolking aan deze herziening, zeker wanneer men zich bewust is van de dagdagelijkse gebeurtenissen en incidenten die zich voordoen. Het gaat niet op automatisch als racist te worden bestempeld omdat men daar zijn conclusies uit trekt. Bij de traditionele partijen valt geen interesse te bespeuren om iets te doen aan de problemen die bij de bevolking leven. In feite zijn zij bang voor de partij van de spreker. Voor de gewone burger die ontgoocheld is in een overheid die hem in de steek laat, blijft maar een mogelijkheid meer over, dat is kiezen voor die partij. Zij zal blijven winnen zolang als de anderen onveranderlijk het huidig beleid blijven voortzetten.

IV. — BESPREKING VAN HET ARTIKEL

De heer Annemans c.s. dient 249 amendementen in, die ertoe strekken het opschrift van het voorstel tot herziening van artikel 150 van de Grondwet aan te vullen met de woorden « met het oog op de bestrijding van het gedachtegoed van ... ». In elk van die 249 amendementen wordt de naam van de betrokken persoon gewijzigd.

De voorzitter verklaart al die amendementen onontvankelijk, op grond van artikel 5.1 van het reglement; het opschrift van een voorstel mag immers niet worden gewijzigd en die amendementen tasten de waardigheid van de instelling aan.

De heer Annemans c.s. dient 149 amendementen in, die ertoe strekken de bewoording van het artikel als volgt te wijzigen : « , behoudens drukpersmisdrijven die ingegeven zijn door niet-politiek correcte ideeën van ... ». In elk van die 149 amendementen wordt de naam van een ander parlementslid opgenomen.

De voorzitter verklaart al die amendementen onontvankelijk, op grond van artikel 5.1 van het reglement; die amendementen tasten immers de waardigheid van de instelling en de rechten van de genoemde parlementleden aan.

De heer Annemans verzet zich met klem tegen de beslissing van de voorzitter. Voor zover hij weet, werden in het verleden al opschriften van wetteksten gewijzigd bij amendement, dan wel in gemeen overleg.

De voorzitter stipt aan dat bij de besprekking van het wetsontwerp tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning (zie Stuk n° 128/1-85/86) de heren Van der Biest en Van den Bossche amendementen hadden ingediend die ertoe strekten het opschrift van het ontwerp te wijzigen; die amendementen (n^os 66 tot 68 van de heer Van der Biest en n^os 69 en 77 van de heer Van den Bossche) werden onontvankelijk verklaard op grond van het feit dat een opschrift niet mag worden gewijzigd.

M. Annemans ne partage pas cette argumentation.

Il rappelle par ailleurs que lors de la discussion de la proposition de loi relative au financement des partis politiques, un membre, eu égard au très grand nombre d'amendements présentés par son groupe, s'était demandé s'il ne s'imposait pas d'adapter le règlement afin de prévenir d'éventuels abus lors de l'examen de ces amendements (Doc. n° 1084/22, p. 2). En l'espèce, une telle modification du règlement n'est plus nécessaire pour contrer un éventuel détournement du règlement vu que le président peut seul et sans motif déclarer irrecevable des amendements.

L'orateur a l'impression que si dorénavant la liberté de la presse vaut pour tous sauf pour son groupe, il existe maintenant un règlement qui est appliqué de façon correcte par le président pour tous sauf pour son groupe. Il veillera à ce que le monde extérieur soit averti de cette situation.

Suite à la demande d'intervention de M. Laeremans, *le président* réplique que « c'est le président de la Chambre qui a la faculté de déclarer un amendement recevable ou non et la recevabilité ne fait pas l'objet d'une discussion » (Annales, 21 décembre 1967, p. 15).

En conclusion, c'est son droit et son devoir de ne pas accepter ce type d'amendements qui mettent également en cause la crédibilité de l'institution parlementaire.

*
* * *

Le président propose de remplacer dans le texte français, les mots « par ce qui suit » par les mots « comme suit ».

La commission partage cette correction légistique.

*
* * *

La proposition de révision, ainsi corrigée, est adoptée par 11 voix contre une.

Les rapporteurs,

P. TANT
O. MAINGAIN

Le président,

R. LANGENDRIES

De heer Annemans is het niet eens met die argumentatie.

Hij herinnert er boven dien aan dat tijdens de besprekking van het wetsvoorstel betreffende de financiering van de politieke partijen een lid zich, als gevolg van het groot aantal amendementen dat zijn fractie had ingediend, afvroeg of het reglement niet moest worden aangepast om eventuele misbruiken te voorkomen bij de besprekking van die amendementen. (Stuk n° 1084/22, blz. 2). In dit geval is een dergelijke wijziging van het reglement niet meer nodig om een eventueel misbruik ervan te verhinderen, aangezien de voorzitter alleen en zonder reden op te geven amendementen onontvankelijk kan verklaren.

De spreker heeft de indruk dat de persvrijheid voortaan geldt voor iedereen behalve voor zijn partij en dat er thans ook een reglement bestaat dat door de voorzitter correct wordt toegepast voor allen behalve voor zijn fractie. Hij zal ervoor zorgen dat de buitenwereld van die situatie in kennis wordt gesteld.

Als gevolg van het verzoek van de heer Laeremans om op te treden, antwoordt *de voorzitter* dat de voorzitter van de Kamer een amendement al dan niet ontvankelijk kan verklaren en dat er over die ontvankelijkheid geen debat is (Handelingen, 21 december 1967, blz. 15).

Kortom, het is zijn recht en zijn plicht om dat soort van amendementen, die ook de geloofwaardigheid van de parlementaire instelling in het gedrang brengen, niet te aanvaarden.

*
* * *

De voorzitter stelt voor om in de Franse tekst de woorden « *par ce qui suit* » te vervangen door de woorden « *comme suit* ».

De commissie stemt in met die tekstcorrectie.

*
* * *

Het aldus verbeterde voorstel tot herziening wordt aangenomen met 11 stemmen tegen een.

De rapporteurs,

De voorzitter,

P. TANT
O. MAINGAIN

R. LANGENDRIES